

2018

RAPPORT D'ACTIVITÉ



L'Education change le monde



L'Education change le monde

Edito	p. 4
La charte d'Aide et Action	p. 5
Notre organisation	p. 6-7
2018 en chiffres et dans le monde	p. 8-9
Région Afrique (par pays)	p. 10-25
Région Asie du Sud (par pays)	p. 26-35
Région Asie du Sud-Est & Chine (par pays)	p.36-43
Région France-Europe (par pays)	p. 44-47
Finances 2018	p. 48
Structure de notre réseau	p. 50
Nos bureaux dans le monde	p. 51

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018
Une publication proposée par
AIDE ET ACTION

DIRECTEUR GÉNÉRAL INTERNATIONAL :
Eric Ouannes

MANAGER INTERNATIONAL DE TRANSITION :
Charles-Emmanuel Ballanger

RÉDACTION EN CHEF :
Isabelle Merny

RÉDACTION :
A. Bah Diallo / O. Beronie / C. Kiran /
S. Llor / V. Martin / I. Merny / A. Mertens /
K. Poels / D. Sessouma / S. Yau

PHOTO COUVERTURE :
Vincent Reynaud-Lacroze

CONCEPTION GRAPHIQUE & ILLUSTRATIONS :
Stuart Martin, Intrinsic.cc

TRADUCTION :
Paul Robert

AI DA XUN CHINE :
www.aea-china.org

AIDE ET ACTION AFRIQUE :
www.afrique.aide-et-action.org

AIDE ET ACTION ASIE DU SUD :
www.aea-southasia.org

AIDE ET ACTION ASIE DU SUD-EST & CHINE : www.seac.aide-et-action.org

AIDE ET ACTION EDUCATION FOUNDATION HONG KONG :
www.aeahk.org.hk

AIDE ET ACTION FRANCE-EUROPE :
www.france.aide-et-action.org

AIDE ET ACTION SUISSE :
www.aide-et-action.ch



© Kristen Poels

Edito

Tenir la promesse de l'éducation pour tous en 2030 est un impératif !

Voilà trois ans déjà que 193 chefs d'État se sont engagés à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'ici à 2030. Nous avons depuis eu de beaux discours, de nombreuses promesses de ne laisser plus personne de côté et enfin des annonces inédites de financements pour l'éducation. Celles-ci ont même atteint 112 milliards de \$ lors de la Conférence de Refinancement du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) en février 2018. Cet engagement témoigne d'une réelle prise de conscience du rôle indispensable de l'éducation pour l'avenir de l'humanité. Pour autant, la situation a-t-elle changé? Avons-nous progressé dans la lutte contre les inégalités et l'exclusion qui privent toujours aujourd'hui 263 millions d'enfants d'accès à l'éducation ? Il y a eu des avancées, mais la route reste encore longue pour l'atteinte de nos objectifs.

« L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ N'EST PAS SEULEMENT UN OBJECTIF EN SOI, C'EST SURTOUT LE FIL D'OR QUI NOUS PERMETTRA DE RÉDUIRE LA FAMINE, DE LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA MALADIE, DE LIMITER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, BREF D'ATTEINDRE TOUS LES ODD ET DE CRÉER UN MONDE DE PAIX DURABLE. »

En effet, depuis 10 ans, le nombre d'enfants exclus de l'éducation stagne, les programmes de développement ne parviennent pas à atteindre les populations les plus marginalisées. 617 millions d'enfants, dont plus de la moitié vont pourtant à l'école, ne maîtrisent toujours pas les compétences de base et plus de 750 millions d'adultes sont analphabètes. D'ici à 2030, 800

millions de jeunes se lanceront sur le marché du travail sans détenir les compétences nécessaires pour obtenir un emploi. En l'état actuel des choses, l'éducation de qualité pour tous ne sera pas atteinte en 2030 mais accusera plus de 50 ans de retard. Une fois de plus, nous ne réussirons pas à tenir notre engagement. Une fois de plus, les enfants les plus démunis, celles et ceux qui comptent le plus sur nous, seront privés de leur droit à l'éducation.

Pour Aide et Action, ne pas tenir cette promesse est impensable, imprudent même, car c'est l'avenir du monde qui en dépend : l'accès à une éducation de qualité n'est pas seulement un objectif en soi, c'est surtout le fil d'or qui nous permettra de réduire la famine, de lutter contre la pauvreté et la maladie, de limiter le changement climatique, bref d'atteindre tous les Objectifs de Développement Durable et de créer un monde de paix durable. Augmenter les investissements pour offrir à tous cette éducation de qualité est donc un bon point de départ, mais cela ne sera pas suffisant. Il nous faudra également changer de stratégie, repenser nos programmes et remettre au cœur de nos actions une détermination sans faille à aller à la rencontre de l'Autre.

Au Vietnam auprès des minorités ethniques ; en Inde aux côtés des jeunes sans emploi, ni formation ; en Afrique, avec les femmes analphabètes, nos équipes ont, en 2018, œuvré aux côtés de celles et ceux qui subissent, chaque jour, exclusion et discrimination. L'éducation de qualité, réellement inclusive, ne se construit pas depuis un bureau mais sur le terrain, dans l'échange, au contact de la réalité. Et notre force est là : nos équipes interviennent dans les villes comme dans les zones les plus reculées, échangent avec les communautés les plus

marginalisées, apprennent à leur contact et créent ensemble non pas une école, mais « leur » école, un éco-système « apprenant » ouvert, adapté à leurs besoins et à leurs cultures. L'enseignement qui y est dispensé est le fruit d'un travail de proximité avec des enseignants locaux, à qui nous offrons les moyens mais aussi l'opportunité d'expérimenter, d'innover et de déployer de nouveaux modes d'apprentissages tout en respectant les programmes nationaux.

Et les résultats, comme vous le lirez dans ce rapport d'activités,

sont au rendez-vous : en 2018, dans nos 74 projets menés dans 19 pays d'Afrique, d'Asie du Sud, d'Asie du Sud-Est et d'Europe, 1 204 428 personnes ont été concernées par nos activités (624 157 enfants et jeunes, 564 197 adultes et 16 074 enseignants de 2013 écoles). Le chemin reste difficile et les défis nombreux. Mais face à eux, nous serons humbles, prêts à relever nos manches, à écouter les populations locales, à nouer de nouveaux partenariats pour développer de nouveaux projets qui agiront, simultanément, sur tous les freins à l'éducation.

Tout cela serait impossible sans la mobilisation de nos équipes de terrain, de nos salariés et de nos administrateurs, qui incarnent les valeurs et le savoir-faire qui ont bâti notre réputation au cours des 37 dernières années.

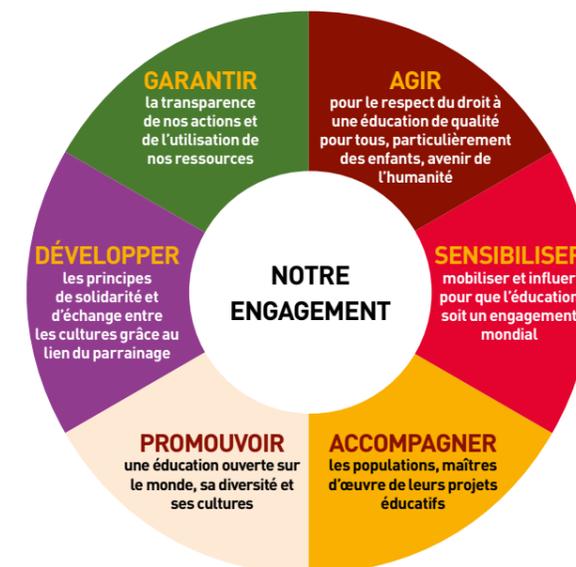
Je tiens également à remercier nos bénévoles, donateurs et partenaires qui se mobilisent, sans relâche, à nos côtés, pour que l'éducation en 2030 ne soit plus un mirage mais une réalité pour toutes et tous, sans exclusion, ni discrimination.

Aïcha Bah Diallo
Présidente Internationale

La charte d'Aide et Action

Aide et Action International agit pour un monde où la dignité est assurée pour toutes et tous, grâce à l'éducation, levier du développement humain. Notre engagement et nos actions sont fondés, avant tout, sur les valeurs de liberté, respect, solidarité, équité et intégrité.

Libres de toute attache politique et religieuse, nous nous engageons à :



La charte d'Aide et Action International constitue la raison d'être de l'association, partagée par tous ses membres. Elle garantit son unité et sa cohérence. Ses valeurs et ses principes sont acceptés par tous ses partenaires.



L'Éducation change le monde

Notre organisation

En 2015, 193 États se sont engagés à atteindre 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Parmi eux, l'ODD n°4, spécialement dédié à l'éducation, prévoit « d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». En 2017, Peter Thomson, alors Président de l'Assemblée Générale des Nations unies déclarait : « L'éducation est le fil d'or qui traverse les ODD ».

En effet, donner, à chaque individu, accès à une éducation de qualité, c'est lui permettre d'avoir un emploi, de faire vivre dignement sa famille, d'être en bonne santé, de devenir un citoyen éclairé et acteur d'un développement durable et au service de tous. À titre d'exemple : un enfant dont la mère sait lire a 50% de chances de plus de survivre au-delà de ses 5 ans ; une année d'école supplémentaire peut augmenter d'au moins 10% le revenu des hommes et d'au moins 20% celui des femmes ; si tous les enfants des pays les moins avancés quittaient l'école en ayant acquis les compétences de base, nécessaires à la vie courante, 171 millions de personnes pourraient sortir de l'extrême pauvreté ; rendre universel l'accès au second cycle de l'enseignement secondaire d'ici à 2030 permettrait d'éviter 200 000 décès liés aux catastrophes naturelles dans les 20 prochaines années ; si le taux de scolarisation dans le secondaire est supérieur de 10% à la moyenne actuelle, le risque de guerre est réduit de près de 3% ; les personnes alphabétisées sont davantage susceptibles de participer au processus démocratique et d'exercer leurs droits civiques... Des chiffres qui prouvent qu'investir dans l'éducation est indispensable pour l'avenir de l'humanité et du monde !

Or, même si, depuis l'an 2000, le nombre d'enfants exclus de l'éducation a quasiment été divisé par deux et si d'importants progrès ont été réalisés en matière de scolarisation, 263 millions d'enfants âgés de 6 à 17 ans – dont 63 millions en âge d'aller à l'école primaire – ne sont toujours pas scolarisés ; 152 millions d'enfants (âgés de 5 à 15 ans) sont obligés de travailler, dont plus de la moitié dans des conditions dangereuses ; et 750 millions d'adultes

sont encore analphabètes (les 2/3 sont des femmes). La scolarisation universelle n'atteint toujours pas les enfants les plus vulnérables et marginalisés (migrants et réfugiés, en situation de handicap etc.) A cela, s'ajoutent de mauvaises conditions d'apprentissage et d'enseignement (classes surchargées, manque de matériels et faible niveau de qualification des enseignants) qui conduisent des millions d'enfants à sortir de l'école sans avoir acquis les qualifications nécessaires. Ainsi, 617 millions d'enfants et d'adolescents n'acquièrent pas les compétences de bases en lecture et mathématiques ; pourtant, 399 millions d'entre eux sont bel et bien scolarisés...

Depuis 1981, Aide et Action, association de solidarité internationale spécialisée dans l'éducation, agit pour un monde où la dignité est assurée pour toutes et tous, grâce à l'éducation, levier du développement humain. Convaincue que, sans éducation, aucun progrès économique, social, sanitaire, écologique ou politique n'est possible, Aide et Action contribue à ce que tout individu, quel que soit son âge et son genre, reçoive une instruction de qualité qui lui permette de grandir, de s'épanouir, de trouver un emploi et de faire vivre les siens. Nous agissons pour le respect du droit à une éducation de qualité pour tous, particulièrement pour les enfants et les populations vulnérables et marginalisées ; nous sensibilisons, mobilisons et influençons pour que l'éducation soit un engagement mondial ; nous accompagnons les populations, maîtres d'œuvre de leurs projets éducatifs ; nous promovons une éducation ouverte sur le monde, sa diversité et ses cultures ; nous développons le principe de solidarité et d'échange entre les cultures grâce au lien du parrainage ; et nous garantissons la



L'Education change le monde

transparence de nos actions et de l'utilisation de nos ressources.

Aide et Action adopte une démarche d'écoute des populations pour les accompagner et les aider à réaliser des projets qui correspondent à leurs besoins et à leurs cultures. Parce que pour relever ce défi, l'implication de toutes les parties est indispensable, nous travaillons dans un cadre pluri-acteurs avec les populations, les autorités locales, ainsi que les gouvernements. Ensemble, nous expérimentons, déployons, évaluons et valorisons leurs projets éducatifs et de développement. Nos activités sont menées par des salariés et des bénévoles d'Aide et Action originaires des pays d'intervention et sont appuyées par des associations partenaires locales. Le but : favoriser l'autonomie des populations et celle de l'ensemble des acteurs qui gravitent autour d'elles (collectifs, parents d'élèves, enseignants, collectivités etc.)

Aide et Action est une association reconnue d'utilité publique et libre de toute attache politique et religieuse. Notre engagement et nos actions sont fondés sur les valeurs de liberté, respect, solidarité, équité et intégrité.

En 2018, grâce à nos équipes de terrain, nos salariés, nos administrateurs et au soutien sans faille de nos bénévoles, donateurs et partenaires, nous avons mené 75 projets dans 19 pays en Afrique, en Asie du Sud et du Sud-Est en Europe au bénéfice de 1 204 428 personnes (624 157 enfants et jeunes, 564 197 adultes et 16 074 enseignants de 2013 écoles).

2018 en chiffres

et dans le monde

2 013
écoles impliquées

19.8 M€
collectés

19
pays

74
projets



1 204 428
personnes ont été concernées par nos activités dont :



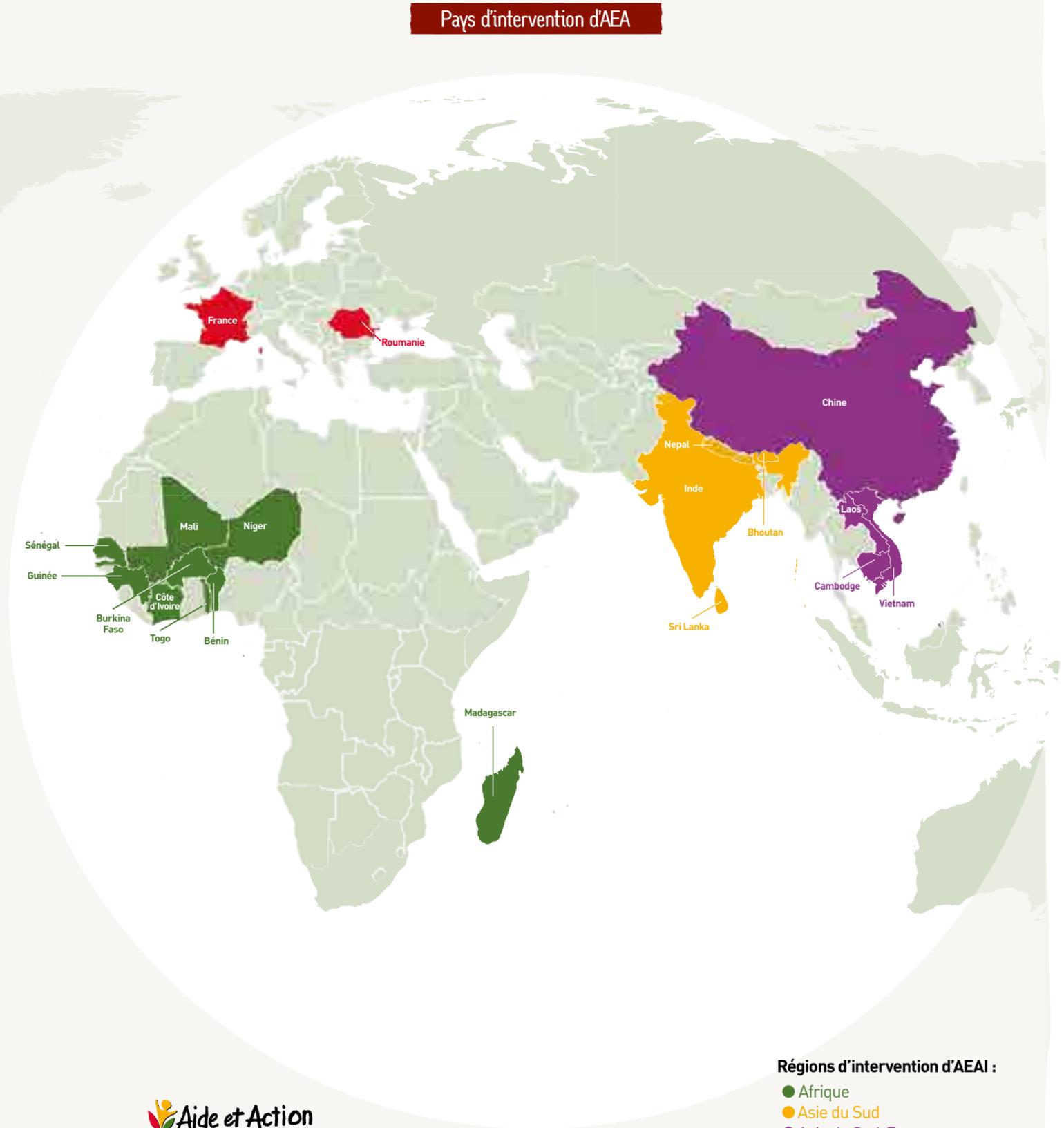
624 157
enfants et jeunes



564 197
adultes



16 074
enseignants



Pays d'intervention d'AEA

Régions d'intervention d'AEA1 :

- Afrique
- Asie du Sud
- Asie du Sud-Est
- Europe

AIDE ET ACTION EN AFRIQUE



© Vincent Reynaud-Haroz

Région Afrique		Nombre de personnes concernées par nos activités 349 450	Nombre d'adultes concernés par nos activités 15 221 50% sont des femmes	Nombre d'écoles concernées par nos activités 765	Nombre de salariés AEA en Afrique 117
Nombre de pays 9	Nombre de projets 22 Cf. Pages 20 à 25	Nombre d'enfants concernés par nos activités 334 229 54.84% sont des filles	Nombre d'enseignants concernés par nos activités 8 084	Budget 7.4 M d'€	

Malgré de nombreuses difficultés (insécurité, conflits, problèmes économiques...), l'éducation reste pour la majorité des États africains une priorité absolue. En dépit d'une nette amélioration dans l'accès à l'éducation, l'Afrique subsaharienne reste la région qui regroupe toujours le nombre le plus élevé d'enfants exclus de l'éducation (34 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans sont exclus du primaire!). Les raisons de cette exclusion sont liées à la pauvreté des ménages, à l'absence d'infrastructures ou d'enseignants ou encore à la persistance de discriminations (genre, handicap...). La qualité des apprentissages y reste par ailleurs extrêmement faible : 6 élèves sur 10 en dernière année de primaire

(dans des pays francophones uniquement) n'ont pas acquis les compétences de base. Pour faire face à ces défis, les États africains concentrent leurs efforts sur le primaire. L'éducation des filles, en situation de crises et pour les populations migrantes ainsi que la formation professionnelle des jeunes sont leurs autres priorités. Malheureusement, les systèmes éducatifs nationaux doivent relever d'importants défis : ressources insuffisantes, manque d'enseignants qualifiés, gouvernance défailante... Les obstacles pour l'accès à une éducation de qualité pour tous restent nombreux.

En 2018, les projets menés par Aide et Action en Afrique sont principalement centrés sur les thématiques :

- // Accès et qualité de l'éducation
- // Éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale
- // Éducation des filles et des femmes

En *sus* des problèmes structurels, les systèmes éducatifs ont été confrontés aux grèves répétées des enseignants dans nombre de pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Bénin, Togo), au terrorisme (entraînant la fermeture de nombreuses écoles au Mali, Niger, Burkina Faso), à des crises et tensions pré ou post électorales (Mali, Togo, Sénégal, Madagascar, Guinée), ainsi qu'à des catastrophes naturelles (Madagascar).



© AEA

ILS TÉMOIGNENT

« Le Projeg, dont Aide et Action est le chef de file, est le point de départ d'un dialogue franc et durable entre la jeunesse et les pouvoirs publics. **Aucun développement n'est possible sans la prise en compte des préoccupations des populations, surtout les jeunes.** Nous avons des problèmes d'écoles publiques, d'infrastructures sanitaires, d'adduction en eau potable. Les jeunes et les femmes sont confrontés à des problèmes d'emploi durable et d'insertion socioéconomique. Pour rendre effectif ce dialogue, je peux contribuer à mobiliser les jeunes et les sensibiliser sur la non-violence à travers des activités sportives et culturelles notamment dans les écoles. Par ma voix, les jeunes des quartiers concernés par le projet remercient Aide et Action et le gouvernement pour la promotion de cette action fédératrice qui place les jeunes au cœur du développement de leurs localités ».

Kadiatou Diallo, Présidente de l'ONG Femme Active Pour son Épanouissement (FAPE), actrice du Programme Concerté de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes (PROJEG) mené par Aide et Action en Guinée (cf. Page 24)

Bénin



© Kristien Poels

Nombre d'habitants 11.1 millions 45% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 11 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 67% pour les deux sexes 77.9% pour les femmes
Taux net pour pré primaire 12.5% pour les deux sexes 12.8% pour les filles	Taux net pour primaire 97% pour les deux sexes 89.6% pour les filles	Taux net pour secondaire 46.5% pour les deux sexes 39.8% pour les filles



L'année 2018 a été marquée par de nombreuses grèves d'enseignants qui ont perturbé l'année scolaire. Les examens de fin d'année se sont néanmoins déroulés normalement. En 2018, le gouvernement a adopté son Plan sectoriel de l'éducation post 2015. Les défis principaux pour l'État béninois restent : accroître l'accès et le maintien des 3-15 ans à l'école, offrir une éducation inclusive et équitable et améliorer la gestion et le pilotage de l'éducation de base.

FOCUS PROJET

Projet d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement (PHASE) dans les écoles au Bénin : volet gestion de l'hygiène menstruelle des filles

Appui à la qualité de l'éducation par l'amélioration des conditions d'hygiène

De 2016 à 2018

Dans cinq communes du Sud-Bénin : Adjarra, Avrankou, Aguégués, Porto-Novo et Sô-Ava

// Depuis 2016, le projet mené par Aide et Action vise à renforcer la qualité de l'éducation en améliorant les conditions d'hygiène et d'assainissement dans les écoles. Il prévoit, entre autres, la construction et l'équipement d'ouvrages d'assainissement, la formation à l'utilisation et l'entretien des infrastructures sanitaires, la sensibilisation des élèves et des communautés aux règles d'hygiène en milieu scolaire et familial.

// **En 2018**, 640 kits de serviettes hygiéniques ont été distribués à 325 filles dans 50 écoles de deux communes cibles ; 43 personnes ressources ont été identifiées et formées pour aider des filles à mieux gérer leur hygiène menstruelle ; 323 filles ont été sensibilisées à l'utilisation des serviettes hygiéniques ; 144 mères d'écolières ont été sensibilisées au projet ; 2 446 brochures sur la santé reproductive ont été distribuées aux filles de 8 collèges des communes d'Avrankou, d'Adjarra et de Cotonou.

Partenaires : Fondation Claudine Talon, NSP

Voir nos autres projets au Bénin : pages 20 à 25

Sources : Données démographiques du Bénin, Institut de statistique de l'UNESCO (www.uis.unesco.org)

Taux net de scolarisation : Nombre d'étudiants de la tranche d'âge correspondant théoriquement à un niveau d'enseignement donné, exprimé en pourcentage de la population totale de cette tranche d'âge.
Taux brut de scolarisation : Nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement. Pour l'enseignement supérieur, la population utilisée est celle des cinq années consécutives commençant par l'âge de graduation du niveau secondaire.

Burkina Faso



© Isabelle Merry

Nombre d'habitants 19.1 millions 43% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 16 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 65.4% pour les deux sexes 73.7% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 3.5% pour les deux sexes 3.5% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 76.4% pour les deux sexes 75.4% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 29.1% pour les deux sexes 29.3% pour les filles



2018 a été marquée par la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays et la fermeture, en conséquence, de plus de 1300 écoles. 5000 enseignants ont abandonné leurs postes et plus de 500 000 enfants sont privés d'éducation. Par ailleurs, aucune accalmie n'a été observée sur le front social : les enseignants ont fait grève à plusieurs reprises. Les défis principaux pour les autorités restent le développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et la promotion de l'emploi pour les jeunes diplômés, la formation des enseignants, l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'efficacité des actions d'alphabétisation.

FOCUS PROJET

Apprendre Pour Changer (APC)

Éducation à la vie

De 2015 à 2019

Dans les provinces de la Sissili et du Ziro dans la région du Centre Ouest

// Le projet Apprendre Pour Changer (APC) est le fruit de la collaboration entre Aide et Action et la Fondation l'Occitane. Il est une réponse à l'analphabétisme des femmes, à leur extrême pauvreté en milieu rural et à leur difficile accès aux facteurs de production.

// Depuis 2015, le projet APC vise à l'autonomisation des femmes membres de la Fédération NUNUNA dans les provinces de la Sissili et du Ziro au Burkina Faso. L'analphabétisme, et le difficile accès au crédit et à la terre pour les femmes constituent de véritables freins au développement de leurs activités. Difficile pour elles également d'apprécier la rentabilité de leurs activités et de choisir celle qui leur

permettra d'améliorer leurs revenus. Certaines mènent des activités à perte sans le savoir. D'où l'intérêt du projet APC qui combine alphabétisation, formation technique et accompagnement financier des femmes. Pour atteindre cet objectif, les principales activités prévues sont: information et sensibilisation ; organisation de sessions d'alphabétisation ; formation des femmes (formation technique, utilisation des technologies de l'information et de la communication dans la gestion financière, mise en place des outils de gestion organisationnelle) ; octroi de subventions pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.

// En 2018, 122 apprenantes ont appris à lire, écrire et compter. Le taux de réussite aux sessions d'alphabétisation oscille entre 97% et 100%. 131 femmes ont participé à la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus (étuvage de riz, apiculture, élevage) ; 33 femmes ont été formées à la production apicole ; 40 personnes ont été formées en comptabilité simplifiée, gestion de stock et marketing ; 20 personnes ont été formées à l'élevage de petit bétail ; 5 groupements féminins ont été appuyés et accompagnés techniquement et financièrement.

Partenaires : Communes de Sapouy, Léo, Cassou et Gao, Direction provinciale de l'Éducation de la Sissili et du Ziro, Fédération NUNUNA, Fondation l'Occitane

Voir nos autres projets au Burkina Faso : pages 20 à 25

Côte d'Ivoire



© AEA

Nombre d'habitants 24.2 millions 42% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 15 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 56% pour les deux sexes 63.2% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 7.3% pour les deux sexes 7.4% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 85.9% pour les deux sexes 82.1% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 39.9% pour les deux sexes 33.4% pour les filles



Aide et Action intervient en Côte d'Ivoire dans un contexte de post crise politico-sociale. Le système éducatif dans le nord du pays a été perturbé ou détruit durant la crise de 2002 à 2010. Reconstruire ce système sur l'ensemble du pays a été une priorité.

FOCUS PROJET

Programme d'Amélioration et de Diversification de l'Offre Educative en Afrique de l'Ouest (PADOE)

Accès et qualité de l'éducation

De 2015 à 2018

Dans les villes de Bondoukou, Bouake, Katiola

// Pendant des décennies les systèmes éducatifs de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest, dont la Côte d'Ivoire, ont compté des millions de jeunes sans qualification. Compte tenu de la faiblesse des systèmes d'apprentissage et de formation aux métiers, ces jeunes, désœuvrés et sans perspectives d'avenir, constituent des risques potentiels pour la stabilité sociale et politique des pays. La baisse du niveau de qualification

et de motivation des enseignants, les difficultés d'implantation de curricula plus adaptés aux besoins et réalités, la faible qualité de l'environnement des apprentissages en sont les principales causes.

// Dans ce contexte difficile, Aide et Action a mis en place un programme visant à l'amélioration et à la diversification de l'offre éducative en Afrique de l'Ouest par le développement des capacités locales de gestion et de pilotage des systèmes éducatifs et la promotion de modèles d'éducation alternatifs pour la prise en charge des exclus du système formel.

// En 2018, 14 332 élèves (dont 53% de filles), 333 enseignants et 50 écoles primaires ont été concernés par nos activités.

Partenaires : AFD, MENETFP, Services déconcentrés de l'Etat (DREN, IEPP)

Voir nos autres projets en Côte d'Ivoire : pages 20 à 25

Guinée



© Charles Emmanuel Ballanger

Nombre d'habitants 12.7 millions 42% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 7 à 12 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 68% pour les deux sexes 78% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 10.5% pour les deux sexes 10.2% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 76.7% pour les deux sexes 69.4% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 33% pour les deux sexes 26.2% pour les filles



Le contexte éducatif a été marqué par des grèves initiées par le Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée (SLECG) qui ont perturbé le déroulement des cours aux premier et quatrième trimestres 2018. Par ailleurs, le gouvernement a procédé au recrutement massif de contractuels pour pallier les nombreuses absences des enseignants titulaires en grève.

FOCUS PROJET
École Amie des Filles (EAF)
Accès et qualité de l'Éducation
De 2015 à 2019
Dans les communes de Coyah, Boffa, Boké, Dubréka
 // Le projet Ecole Amie des Filles répond à trois problèmes auxquels l'école guinéenne est confrontée : la faible scolarisation des filles en zones rurales, le fort taux d'abandon scolaire et une implication insuffisante des communautés et des parents dans la gestion de l'école. En milieu rural, les parents continuent de privilégier les garçons au détriment des filles : la fille est ainsi appelée à s'occuper

des tâches domestiques avant de quitter le domicile parental pour se marier contrairement au garçon qui, lui, doit faire vivre la famille. On note aussi un fort taux d'abandon des filles en raison, notamment, des mariages précoces. Enfin, l'école étant considérée comme relevant du gouvernement, les communautés ne se sentent pas concernées.
 // Le projet contribue à l'émergence d'un environnement favorable à la scolarisation, au maintien et à la réussite des enfants à l'école, notamment des filles. Il sensibilise et renforce les capacités des communautés afin qu'elles s'impliquent dans la gestion de l'école.
 // En 2018, 5 000 enfants (dont 53% de filles), 4 000 adultes (dont 51.25% de femmes), 150 enseignants et 21 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : Fondation Orange, Fondation Turing, Fondation SUEZ

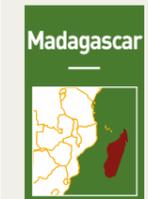
Voir nos autres projets en Guinée : pages 20 à 25

Madagascar



© AEA

Nombre d'habitants 25.5 millions 41% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 10 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 28.4% pour les deux sexes 31.7% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 34.9% pour les deux sexes 36.5% pour les filles	Taux bruts de scolarisation en primaire (Taux nets NC) 143.8% pour les deux sexes 143.9% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 29.1% pour les deux sexes 30.2% pour les filles



Madagascar pâtit d'une éducation de faible qualité, d'une insuffisance de l'offre éducative ainsi que d'une mauvaise gouvernance du système éducatif. L'année scolaire 2017-2018 a été marquée par le démarrage officiel de la mise en œuvre opérationnelle du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE) dont le principal objectif est d'améliorer l'accès à l'éducation primaire. Sont prévus : la construction de 800 salles de classe en 3 ans ; la réduction à 9 années (répartis en 3 sous cycles) de la durée de l'enseignement de base ; la suppression du Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE) ; le décalage du calendrier scolaire et le changement de la langue d'apprentissage.

FOCUS PROJET
Projet d'Appui à la Scolarisation et au développement Sanitaire (PASS)

Accès et qualité de l'éducation
De 2018 à 2019
Dans 30 écoles dans la circonscription scolaire (CISCO) d'Ampanihy
 // Les régions du sud de Madagascar et plus particulièrement celles d'Anosy, Androy et Atsimo Andrefana sont les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire. Dans ces régions, le taux d'indicateurs d'insécurité alimentaire est très élevé parmi les ménages. Il oscille entre 42% et 68%. En outre, la situation alimentaire, sanitaire et nutritionnelle des enfants d'âge scolaire est très préoccupante. Une étude de la Banque Mondiale sur l'état de santé et nutritionnel des élèves dans deux districts du Sud de Madagascar a révélé que maladie et malnutrition réduisaient fortement la participation scolaire : les

enfants qui souffrent de malnutrition manifestent clairement des retards importants dans leur développement psychomoteur et intellectuel. La production alimentaire disponible est insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires de la population dont plus d'un tiers est sous-alimentée. De surcroît, Madagascar est exposé aux cyclones qui constituent de véritables catastrophes naturelles détruisant tout sur leur passage.
 // Le projet vise à favoriser l'adoption de comportements favorables à une bonne nutrition, à l'hygiène et à la santé par des enfants et la communauté scolaire dans 30 écoles cibles. Il vise également à responsabiliser la communauté scolaire en vue de la pérennisation de la mise en œuvre des PAFI (Petites Actions Faisables et Importantes) en faveur de la nutrition, l'hygiène et la santé à travers la planification locale du développement de l'éducation, plus particulièrement le projet d'établissement contractualisé (pec).
 // En 2018, 6 954 enfants (dont 47,2% de filles), 76 enseignants et 30 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Voir nos autres projets à Madagascar : pages 20 à 25

Mali



Nombre d'habitants 18.5 millions 48% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 7 à 15 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 66.9% pour les deux sexes 77.8% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 4.7% pour les deux sexes 4.8% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 61.2% pour les deux sexes 57.6% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 29.3% pour les deux sexes 26.1% pour les filles



Avec un taux de pauvreté extrême de 42.7% (2017) le Mali est 175ème sur 188 pays en termes d'Indice de Développement Humain (2016). Suite au coup d'État de 2012, la situation sécuritaire s'est dégradée, ce qui a eu un impact sur le système scolaire, notamment au Centre et au Nord du pays. Le Mali subit régulièrement des attaques terroristes qui endeuillent les populations. L'insécurité grandissante est le premier défi du pays : de nombreuses écoles sont fermées compromettant ainsi l'avenir des enfants. Des zones entières sont dangereuses et leur accès est fortement déconseillé. C'est dans ce contexte difficile qu'Aide et Action intervient en appui aux politiques publiques, afin de rétablir l'accès à l'éducation.

FOCUS PROJET

Projet d'Amélioration de l'Accès, la Qualité et la gouvernance de l'éducation fondamentale et secondaire (PAQAMA)

Accès et qualité de l'éducation

De 2016 à 2019

Dans les régions de Gao et Ménaka, Nord du Mali

// Le Mali a été frappé en 2012 par une crise sécuritaire qui a impacté le système scolaire, notamment au Centre et au Nord du pays. Plus de 700 écoles ont été fermées, parfois détruites, suite à la crise.

// Le projet contribue à la relance de l'éducation après la crise de 2012 en améliorant l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation dans la région de Gao. Il renforce les capacités des services déconcentrés et des collectivités en charge de l'éducation.

// En 2018, le projet a permis de former 14 encadreurs pédagogiques à l'analyse du Temps Réel d'Apprentissage (TRA) à l'éducation inclusive. 15 encadreurs pédagogiques ont été formés à la didactique des disciplines, à l'approche équilibrée ainsi qu'à la gestion de l'école en mode décentralisé. 200 enseignants au total ont suivi une formation, afin d'encadrer 9300 élèves dont 40% de filles. Enfin, 50 écoles ont été concernées par nos activités.

Partenaires : Académies d'Enseignement (AE) de Gao et Ménaka et les Centres d'Animation Pédagogique d'Ansongo, Bourem, Gao, Agence Française de Développement (AFD), Humanité et Inclusion (HI), International Rescue Committee (IRC), Ménaka et Wabaria, Ministère de l'Éducation Nationale, Norwegian Refugee Council (NRC)

Voir nos autres projets au Mali : pages 20 à 25

Niger



Nombre d'habitants 21.4 millions 50% < 14 ans	Scolarité obligatoire Non obligatoire	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 69.4% pour les deux sexes 77.5% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 7.5% pour les deux sexes 7.7% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 65.4% pour les deux sexes 60.7% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 20.3% pour les deux sexes 17.1% pour les filles



Sur le plan sécuritaire, des attaques répétées de Boko Haram, dans la région de Diffa et à la frontière avec le Mali, ont conduit de nombreux réfugiés et déplacés à fuir les zones d'insécurité, augmentant notamment la traite humaine. L'insécurité grandit aussi dans la région de Tillabéri avec des attaques menées dans les départements de Say, Téra et Torodi. Une opération de grande envergure a été menée par les Forces Armées Nigériennes dans les zones de la rivière Komadougou et du lit du Lac Tchad. Sur le plan économique, la croissance a été vigoureuse mais reste en deçà du taux de croissance de 7% requis pour lutter efficacement contre la pauvreté.

FOCUS PROJET

Projet Jeunesse Diffa (BANA)

Migration et formation professionnelle des jeunes

De 2018 à 2021

Dans la région de Diffa

// La région de Diffa traverse une crise humanitaire complexe et majeure : conflits, exactions et terrorisme ont conduit au déplacement de 302 387 personnes dont 184 404 déplacés internes. 88 668 réfugiés, dont 29 315 jeunes immigrés, sont revenus dans leur village d'origine

à cause de l'insécurité de leurs sites d'accueil. Ces événements ont contribué à détruire tout lien social au sein des communautés. L'économie est totalement déstructurée.

// Le projet doit permettre de promouvoir des cadres de réinsertion socioéducative pour les jeunes, tout en réhabilitant et institutionnalisant des espaces de dialogue et d'échanges au sein des entités décentralisées et de la société civile locale.

// En 2018, le projet a bénéficié à 54 967 personnes dont 27 864 femmes. Parmi ces bénéficiaires, 33 826 (dont 60% sont des femmes) sont des jeunes issus des communautés les plus pauvres et vulnérables des 12 communes de la région de Diffa.

Partenaires : Agence Française de Développement (AFD), Care, Conseil Régional Diffa, Haute Autorité Pour la Consolidation de la Paix, Karkara, Nigetec, Plan International

Voir nos autres projets au Niger : pages 20 à 25

Sénégal



© William Davies

Nombre d'habitants 18.8 millions 43% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 16 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 48.1% pour les deux sexes 60.2% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 14.9% pour les deux sexes 15.8% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 74.1% pour les deux sexes 78.2% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 37.1% pour les deux sexes 38.8% pour les filles

Sénégal



Au Sénégal, à peine 6 enfants sur 10 sont scolarisés et la qualité de l'éducation n'est pas toujours au rendez-vous. La proportion d'enfants et de jeunes hors école est estimée à 1 498 286 soit 37% de la population en âge scolaire. Ce groupe est composé de 78% d'enfants/jeunes jamais scolarisés et de 22% de jeunes déscolarisés. La déscolarisation chez les filles est légèrement plus importante (10,4 % que chez les garçons (9,1 %) dans la tranche 6-11 ans. Par contre, la tendance s'inverse chez les 12-16 ans. Le système éducatif sénégalais doit aller au-delà de l'éducation formelle et relever de « nouveaux défis » : les Daaras, les écoles franco-arabes, les lieux de travail et d'apprentissage, les lieux de loisirs sont aussi des espaces que le système éducatif sénégalais doit prendre en charge. Aide et Action développe des programmes pour que, au terme de leurs années en primaire, les enfants aient acquis les compétences de base.

FOCUS PROJET

Projet d'Amélioration de l'Éducation de Base en Casamance (PAEBCA)

Accès et qualité de l'éducation

De 2015 à 2019

Dans les régions de Sedhiou et Ziguinchor

// Dans les régions de Sedhiou et Ziguinchor, les classes sont surchargées. Elles sont, pour beaucoup, faites d'abris provisoires (24% des classes des écoles élémentaires publiques à Sedhiou et 41% à Ziguinchor. Ce pourcentage s'élève à 35% à Sedhiou pour l'enseignement secondaire et à 63% à Ziguinchor). L'environnement scolaire est marqué par les violences, particulièrement à l'égard des

filles. Résultat : les apprentissages sont très faibles. Le taux de réussite au baccalauréat n'atteint que 29% à Ziguinchor et 26,37% à Sedhiou.

// Le projet vise à améliorer le service public d'éducation en Casamance, afin de favoriser la cohésion sociale, la paix et la lutte contre les inégalités et permettre un meilleur développement des compétences des élèves.

// En 2018, 7 nouvelles écoles ont été réceptionnées, 21 nouvelles classes sont en cours de construction. 60 écoles ont été équipées en matériel d'hygiène et d'assainissement. Enfin, 160 répétiteurs ont été formés pour assurer le soutien scolaire aux élèves des écoles primaires. 285 511 enfants (dont 47% de filles), 980 adultes (dont 42.8% de femmes), 5 424 enseignants et 140 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : Agence Française de Développement (AFD), CGE, APE, ARD, CLEF, DEE/DPRE/DEMSG, IA, IEF, MEN, UCGE

Voir nos autres projets au Sénégal : pages 20 à 25

Togo



© Vincent Reynaud-Lacroix

Nombre d'habitants 7.7 millions 42% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 15 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 36.2% pour les deux sexes 48.7% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 10.5% pour les deux sexes 10.7% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 89.9% pour les deux sexes 87.1% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 40.9% pour les deux sexes 33.3% pour les filles

Togo



Le système éducatif du Togo est marqué par une forte demande de l'offre éducative en raison de la croissance démographique, d'une proportion importante d'enfants non scolarisés ou déscolarisés, de l'insuffisance de l'offre éducative non formelle, de la faiblesse des capacités d'accueil caractérisées par des conditions d'enseignement et d'apprentissage défavorables, d'un déficit en personnel enseignant qualifié, d'une proportion non négligeable d'enseignants volontaires non qualifiés, et d'un faible accès et maintien des filles à l'école surtout au secondaire. Il y a cependant quelques avancées, notamment l'adoption du statut particulier des enseignants, l'augmentation de 3% du budget de l'État alloué à l'éducation, la couverture médicale effective dans l'enseignement préscolaire et primaire, l'adoption de la politique nationale de la petite enfance et l'actualisation du Plan sectoriel de l'éducation et du Rapport de l'état du système éducatif national.

FOCUS PROJET

Projet École Amie des Enfants (EAE)

Accès et qualité de l'éducation

De 2018 à 2019

Dans les régions des Plateaux et des Savanes

// Dans les deux régions, entre 32% et 60% des enfants âgés de 5 ans ou plus ne sont pas inscrits en première année d'école primaire. Ils le sont souvent tardivement ce qui favorise les redoublements (20,8% à 23,6% des enfants scolarisés ont redoublé leur classe). Une proportion non négligeable d'enfants inscrits au CP1 n'accède pas au CM2 : 53,9% pour les Savanes et 34,1% pour les Plateaux. Les difficultés de scolarisation (accès, maintien et résultats scolaires) sont aggravées chez les filles.

// Le projet lutte contre la non-inscription, les inscriptions tardives et la

scolarisation sélective en défaveur des filles et des enfants vulnérables, ainsi que contre les violences surtout celles liées au genre en milieu scolaire et familial. Il favorise la création, au sein des écoles, de gouvernements scolaires afin de promouvoir le droit à la participation des enfants et il encourage le développement de l'éducation aux compétences de la vie courante. Enfin, il forme les membres de la communauté à la gouvernance des écoles.

// En 2018, le projet a bénéficié à 74 676 personnes, dont 53 537 enfants (43,77% de filles) et 21 139 adultes (dont 40,64% de femmes), 1 479 enseignants et 264 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : COGEP, CRPPE, DRE, IEPP, MEPSFP, UNICEF

Voir nos autres projets au Togo: pages 20 à 25

Liste des projets menés par Aide et Action en Afrique en 2018



ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

A Light For Africa (ALFA)

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal
De 2017 à 2018

Objectifs : Afin d'améliorer l'environnement d'apprentissage et la qualité de l'éducation dans les écoles, ALFA utilise l'énergie solaire pour électrifier les écoles dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal) afin d'améliorer l'environnement d'apprentissage et la qualité de l'éducation dans les écoles ciblées.

Impact : En 2018, au Bénin, par exemple, le projet a permis l'équipement de 4 écoles primaires publiques en kits solaires ; l'ouverture et l'animation de 3 classes d'alphabétisation au profit de 74 apprenants (dont 67 femmes) ; la formation de 36 artisans locaux par école pour assurer la maintenance des installations électriques autour des écoles ; l'organisation de cours de soutien pour 667 enfants (dont 327 filles) et 12 enseignants / Au Burkina Faso : le projet a permis la dotation d'une école primaire publique en kits solaires, l'organisation de cours de soutien au profit de 17 élèves de la classe de CM2 en difficulté d'apprentissage afin de les préparer à l'examen de fin d'année.

Partenaires : Ethik Investment ; Fond de dotation Abraham Hannibal ; Fondation Club Med/ASIGMA/ Concours Archimède

Programme d'Amélioration et de Diversification de l'Offre Éducative en Afrique de l'Ouest (PADOE)

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal
De 2015 à 2018

Objectifs : Pendant des décennies les systèmes éducatifs de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont compté des millions de jeunes sans qualification. Compte tenu de la faiblesse des systèmes d'apprentissage et de formation aux métiers, ces jeunes se retrouvent désœuvrés et sans perspectives d'avenir. Dans ce contexte, Aide et Action a mis en place le projet PADOE qui vise à l'amélioration et à la diversification de l'offre éducative en Afrique de l'Ouest. Celui-ci promeut le développement des capacités locales de gestion et de pilotage des systèmes éducatifs et la promotion de modèles d'éducation alternatifs pour la prise en charge des exclus du système formel.

Impact : En 2018, le projet a été mené dans 50 écoles et a bénéficié à 330 enseignants (dont un tiers de femmes). À terme, plus de 14 000 élèves bénéficieront de ce projet (dont 53% de filles). Au Mali : 610 exemplaires du rapport sur l'intégration des savoirs locaux dans le système éducatif malien ont été publiés et diffusés. Il a été réalisé par les services compétents de l'éducation avec des personnes ressources et l'accompagnement d'Aide et Action. 70 enseignants ont été formés sur les modes d'enseignement de l'écriture et la lecture ; 66 enseignants ont été accompagnés.

Partenaires : Agence Française de Développement (AFD) / Au Togo : Coalition nationale togolaise pour l'éducation pour tous ; Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation et ses services centraux notamment la DAENF ; Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle (MEPSFP) et ses services déconcentrés (DRE et IEPP) ; Réseau des journalistes et communicateurs spécialisés en éducation / Au Mali : Association SubaiGoumbo (ASG) ; Ministère de l'Éducation Nationale et ses services déconcentrés : Académie d'Enseignement (AE) de Mopti et Douenza, CAP de Sévaré ; ONG Eveil Mopti ; ONG Guamina / Au Burkina Faso : Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF) ; Cadre de Concertation des ONG et Associations Actives en Éducation du Burkina Faso (CCEBF) ; Coalition Nationale Éducation Pour Tous – Burkina Faso (CN-EPT-BF) / En Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Bénin, en Guinée, au Niger : Ministères de l'Éducation Nationale et les services déconcentrés/décentralisés

Projet d'appui à l'amélioration de la qualité de l'éducation (PAQUE-Nikki)

Bénin, département du Borgou, commune de Nikki
D'octobre à décembre 2018

Objectifs : Le projet vise à contribuer à l'amélioration des taux d'accès, d'achèvement et de réussite, grâce à une meilleure gouvernance dans 121 écoles et 36 écoles maternelles de la commune de Nikki. Il favorise le renforcement des capacités des partenaires institutionnels et opérationnels sur l'approche projet d'école ainsi que sur le renforcement des capacités de planification, de gestion et de pilotage dans les écoles primaires et maternelles de la commune.

Impact : En 2018 : formation de 890 parents d'élèves sur la démarche et les outils de mise en place, d'exécution et de suivi des projets d'école ; mise en place de 112 plans triennaux de développement de l'école (PTDE) ; élaboration de 112 plans annuels de développement de l'école ; formation de 270 enseignants sur les outils et le processus de mise en place des Gouvernements Scolaires ; recensement de 7 298 enfants hors écoles dont 3 291 filles et 4 007 garçons ; mise en place de 121 gouvernements d'enfants ; formation de 1 860 enfants membres des gouvernements scolaires sur leurs rôles et attributions.

Partenaires : UNICEF

Village Orange

Burkina Faso, province de la Gnagna, commune de Manni
De 2018 à 2019

Objectifs : Contribuer à améliorer l'accès à une éducation de qualité, à l'eau potable et à des services de santé de qualité dans le village d'Obdaga dans la commune rurale de Mani.

Impact : Le projet ayant démarré au dernier trimestre de l'année 2018, il s'est agi essentiellement de la mise en œuvre des activités préparatoires, notamment le lancement du projet et la planification des

activités avec les acteurs terrain, ainsi que le lancement du processus de sélection des entreprises pour la réalisation des infrastructures (centres de santé, latrines, forages).

Partenaires : Commune de Manni ; Fondation BEL ; Fondation Orange

Projet d'Appui d'Urgence à l'Éducation pour Tous (PAUET)

Madagascar, régions de Diana, Boeny, Betsiboka, Sofia et Antsinanana

De 2015 à 2018

Objectifs : À Madagascar, les communautés assurent désormais la responsabilité de mettre en œuvre le projet de construction des infrastructures scolaires, y compris la gestion des passations de marchés et la gestion financière. PAUET forme les communautés afin qu'elles puissent assurer ces nouvelles attributions. Le projet vise à améliorer la capacité d'accueil des écoles primaires publiques et renforcer les capacités des comités de gestions locales dans la mise en œuvre de leur projet de construction d'infrastructures scolaires.

Impact : En 2018, le projet a permis la construction et l'équipement de 28 salles de classes ainsi que de 14 blocs de latrines. 14 comités de gestions locales ont été formés à la planification participative.

Partenaires : Ministère de l'Éducation Nationale (Madagascar)

Amélioration de l'Accès, la Qualité et la gouvernance de l'éducation fondamentale et secondaire (PAQAMA)

Mali

De 2016 à 2019

Objectifs : Le Mali a été frappé en 2012 par une crise sécuritaire qui a impacté le système scolaire, notamment au Centre et au Nord du pays. Plus de 700 écoles ont été fermées, parfois détruites, suite à la crise. Le projet contribue à la relance de l'éducation après la crise de 2012 en améliorant l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation dans la région de Gao. Il renforce les capacités des services déconcentrés et des collectivités en charge de l'éducation.

Impact : En 2018, le projet a permis de former 14 encadreurs pédagogiques à l'analyse du Temps Réel d'Apprentissage (TRA) et à l'éducation inclusive. 15 encadreurs pédagogiques ont été formés à la didactique des disciplines, à l'approche équilibrée, ainsi qu'à la gestion de l'école en mode décentralisé. 200 enseignants au total ont suivi une formation, parmi lesquels 50 femmes, afin d'encadrer 9 300 élèves dont 3 720 filles.

Partenaires : Académies d'Enseignement (AE) de Gao et Ménaka et les Centres d'Animation Pédagogique d'Ansongo, Bourem, Gao, Humanité et Inclusion (HI), International Rescue Committee (IRC), Ménaka et Wabaria, Ministère de l'Éducation Nationale et Agence Française de Développement (AFD), Norwegian Refugee Council (NRC)

Accès à l'éducation pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM)

Mali, région de Mopti

De 2017 à 2021

Objectifs : Dans la région de Mopti le taux de scolarisation au primaire reste très faible, notamment en raison de la pauvreté des ménages et de la faible qualité de l'éducation. Les collectivités locales, en charge de l'éducation, peinent à piloter le système éducatif. Le projet vise à améliorer l'accès des enfants déscolarisés à une éducation primaire de qualité et à favoriser leur insertion dans un cycle d'éducation au sein de

L'Académie de Mopti et celle de San.

Impact : En 2018, le projet a bénéficié à 3 324 enfants hors écoles (dont 1 363 filles). 4 613 enfants hors école ont été scolarisés. 30 centres de stratégie de scolarisation accélérée ont été ouverts pour 856 enfants (dont 390 filles), 33 animateurs ont été formés et 30 comités de gestion ont été mis en place. Les enfants ayant dépassé l'âge normal de scolarisation bénéficieront de formations accélérées dans ces centres pendant 9 mois afin d'être inscrits dans les écoles. 1 765 enfants vulnérables identifiés et inscrits à l'école (dont 872 filles). Le projet a permis l'ouverture de 15 écoles, 15 animateurs volontaires ont été formés.

Partenaires : Fondation Education Above All (Programme Educate a Child) ; Ministère de l'Éducation Nationale (Mali)

Accompagnement de la jeunesse et des Collectivités Territoriales dans leurs Initiatives de Formation et d'insertion professionnelle (ACTIF)

Mali, région de Mopti

De 2018 à 2021

Objectifs : Le projet vise à renforcer les capacités des jeunes afin qu'ils puissent répondre aux besoins du marché de l'emploi ou devenir auto-entrepreneurs. Cela contribue à réduire leur sentiment d'exclusion et à accroître leur participation au développement socioéconomique de la région de Mopti. Les principales actions du projet sont l'alphabétisation, la formation professionnelle et la formation des enseignants.

Impact : En 2018, 400 enseignants issus de la Stratégie Alternative pour le Recrutement du Personnel Enseignant ont été formés en didactique des disciplines ; 4 864 élèves (dont 258 élèves en situation de handicap et 2176 filles) bénéficient des impacts pédagogiques de cette session. 73 enseignants des Instituts de Formation des Maîtres ont été formés à Koro et à Sévaré sur la didactique des disciplines.

Partenaires : Agence Française de Développement (AFD) ; Humanité et Inclusion (HI) ; Ministère de l'Éducation Nationale (Mali)

Apprendre par les Technologies de l'Information et de la Communication (ATIC)

Mali, régions de Sikasso et de Koutiala

De 2016 à 2019

Objectifs : Le Mali souffre d'un manque d'enseignants qualifiés. Le projet vise à améliorer la qualité de l'éducation au premier cycle de l'enseignement fondamental dans la région de Sikasso à travers la formation continue des enseignants. Il s'agit de former les enseignants contractuels recrutés par des encadreurs pédagogiques et de renforcer les capacités des autres enseignants pour améliorer leurs pratiques pédagogiques.

Impact : Le projet a permis de former des directeurs d'écoles et des enseignants dans les régions de Sikasso et de Koutiala. Lors de ces formations, 735 smartphones ont été distribués à 840 enseignants. Cet outil leur permet d'avoir accès aux formations spécialement conçues et en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale afin de mieux préparer et dispenser les cours en mathématique et en science dans les classes de 5ème et 6ème année du primaire. 46 742 élèves au total, dont 50% de filles, bénéficieront à terme de ce projet.

Partenaires : Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) ; Compétences universitaires en laboratoires de recherche/Bernard DUMONT ; Direction Nationale de l'Enseignement Normal (DNEN, Mali) ; Orange Labs Paris ; Orange Mali

Liste des projets menés par Aide et Action en Afrique en 2018

Projet d'Appui à la Promotion et à la Modélisation des Passerelles éducatives au Niger (PassEduc)

Niger, communes de Niamey, Kollo, Kouré, Hamdalye

De 2017 à 2020

Objectifs : Les communes de Niamey, Kollo, Kouré Hamdalye enregistrent le taux d'analphabétisme le plus élevé de la sous-région (plus de 69% de la population âgée de 15 ans et plus ne sait ni lire, ni écrire). Par ailleurs, plus de 2 millions d'enfants âgés de 9 à 14 ans ne sont pas scolarisés ou ont été déscolarisés soit pour des raisons de mariage précoces, soit en raison des déplacements de population. Le projet doit garantir l'accès à l'éducation de 1 600 filles et garçons âgés de 9 à 14 ans, déscolarisés ou non scolarisés. Ils pourront bénéficier, via des classes passerelles, d'une éducation formelle ou informelle ou intégrer des centres de formation professionnelle.

Impact : En 2018, 1 053 élèves âgés de 9 à 14 ans, déscolarisés ou non scolarisés, ont bénéficié d'une offre éducative non formelle et formelle dans un environnement d'apprentissage adéquat. 44 enseignants des centres d'éducation non formelle ont été formés en animation pédagogique des classes passerelles. 280 membres de 40 associations de parents d'élèves, 280 membres de 40 associations de mères d'élèves et 280 membres de 40 comités de gestion décentralisée des établissements scolaires ont été formés à la gestion des centres de formation.

Partenaires : Agence Française de Développement; Ministère de l'enseignement primaire (Niger), Fondation Strömme



© Vincent Reynaud-Lacroze

Projet d'opérationnalisation des Normes Fondamentales de Qualité et d'Équité (NFQE)

Niger, régions de Zinder et de Maradi

De 2014 à 2018

Objectifs : Les régions de Zinder et Maradi souffrent d'un système éducatif particulièrement faible. L'analyse des performances du programme au cours des dix dernières années révèle que le Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF, 2014-2024) devra relever deux défis majeurs : assurer l'équité dans l'éducation et améliorer la qualité des apprentissages des élèves, notamment des filles et ceux vivant en milieu rural. Les progrès les plus importants ont été observés dans les pays qui ont mis en place une démarche inclusive de définition des normes de qualité et d'équité, d'identification des besoins au niveau local et de planification et de suivi/évaluation des interventions. Le projet vise à améliorer la qualité et l'équité dans l'enseignement par la mise en œuvre de projets d'école dans 100 écoles des régions de Maradi et Zinder.

Impact : En 2018, le projet a bénéficié à 20 922 enfants (dont 9725 filles) et à 1 200 adultes.

Partenaires : Ministère de l'enseignement primaire (Niger); UNICEF

Village Orange

Niger, village de Banikane

De 2017 à 2018

Objectifs : Pour relever les défis de scolarisation, de couverture sanitaire et d'hydraulique du village de Banikane, Aide et Action, en partenariat avec la Fondation Orange et Orange Niger, la commune urbaine de Dosso, les directions départementales de l'éducation, de la santé et de l'hydraulique de la région de Dosso travaillent à améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base de qualité. Le projet vise notamment l'amélioration des conditions d'accès et de maintien des enfants, des filles en particulier. Il facilite l'accès des populations à l'eau potable, ainsi qu'aux services sanitaires et d'hygiène de qualité.

Impact : En 2018, 2 salles de classe ont été construites et équipées. Un centre de santé a été construit. Il est équipé de panneaux solaires, en matériels pharmaceutiques et d'accouchement. Pour faciliter l'accès des populations à l'eau potable, un point d'eau, équipé d'un système de télé-irrigation, a été réalisé. Un jardin potager scolaire a également été créé, bénéficiant à plus de 2000 habitants et à 317 enfants.

Partenaires : Commune de Dosso; Fondation Orange; Ministère de l'éducation (Niger); Ministère de l'hydraulique (Niger); Ministère de la santé (Niger); Services techniques de l'État (Niger)

Projet d'Éducation et de Renforcement des Communautés au Niger (NECS+)

Niger, régions d'Agadez, Maradi, Zinder, Diffa, Tilabéri et Dosso

De 2013 à 2018

Objectifs : La faible qualité de l'éducation est notable. Les grèves des enseignants sont nombreuses et viennent perturber la tenue des cours. Ceci a pour conséquence un fort taux d'abandon scolaire (environ 20%). Le projet doit permettre d'accroître les performances en lecture des élèves de première et deuxième années du primaire en améliorant l'enseignement dans les écoles et en développant au sein des communautés une culture de la lecture.

Impact : En 2018, le projet a touché 21 888 enfants dont 10 483 filles; 530 enseignants, et 1 500 parents et autres acteurs; 100 Comités de Gestion Décentralisée des Établissements Scolaires avec 700 membres. Au

total, 76 écoles touchées; environ 400 Enseignants formés et 7 000 élèves concernés.

Partenaires : Ministère de l'enseignement primaire (Niger); PLAN International; USAID

Programme d'Amélioration de la Gestion Participative de l'École (PAGE)

Sénégal, régions de Kédougou et de Tambacounda

De 2016 à 2018

Objectifs : Kédougou et Tambacounda sont deux régions où les statistiques scolaires sont les plus faibles. Le taux brut de scolarisation ainsi que les taux de rendements scolaires sont en deçà de la moyenne nationale. Cela s'explique par le nombre important d'enfants en difficulté d'apprentissage, le faible taux d'accès à l'éducation (73.9%), la faiblesse des apprentissages, l'absence d'intérêt des familles pour l'éducation, le poids des tâches domestiques pour les enfants. L'environnement reste, lui aussi, peu propice aux apprentissages, notamment en raison du déficit d'éclairage dans les écoles et les foyers et de l'analphabétisme des parents. Le projet contribue à la mise en œuvre du Programme sectoriel d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQUET, 2013-2025). Il vise notamment l'amélioration des performances scolaires des élèves des deux régions, ainsi que l'accès et le maintien des enfants en situation de grande vulnérabilité, notamment les filles et les enfants en situation de handicap.

Impact : En 2018, 9 570 élèves (dont 5 421 filles) ont bénéficié de kits scolaires, 1 100 élèves vulnérables ont été couverts par la Couverture Maladie Universelle. Les enfants hors école ont été dirigés vers les classes Passerelles. 254 enseignants et 70 membres des Comités de Gestion de l'École ont été formés aux techniques de soutien scolaire. Le management pédagogique a été amélioré dans 35 écoles et le foyer ardent (espace communautaire de soutien scolaire) a été conçu et mis en place dans 29 écoles.

Partenaires : UNICEF

Projet d'Amélioration de l'Éducation de Base en Casamance (PAEBCA)

Sénégal, régions de Sedhiou et Ziguinchor

De 2015 à 2019

Objectifs : Dans les régions de Sedhiou et Ziguinchor, les classes sont surchargées. Elles sont, pour beaucoup, faites d'abris provisoires (24% des classes des écoles élémentaires publiques à Sedhiou et 41% à Ziguinchor. Ce pourcentage s'élève à 35% à Sedhiou pour l'enseignement secondaire et à 63% à Ziguinchor). L'environnement scolaire est marqué par les violences, particulièrement à l'égard des filles. Résultat : les apprentissages sont très faibles. Le taux de réussite au baccalauréat n'atteint que 29% à Ziguinchor et 26.37% à Sedhiou. Le projet œuvre à améliorer le service public d'éducation en Casamance, afin de favoriser la cohésion sociale, la paix et la lutte contre les inégalités et permettre un meilleur développement des compétences des élèves.

Impact : En 2018, 7 nouvelles écoles ont été réceptionnées, 21 nouvelles classes sont en cours de construction. 60 écoles ont été équipées en matériel d'hygiène et d'assainissement. Enfin 160 répétiteurs ont été formés pour assurer le soutien scolaire aux élèves des écoles primaires.

Partenaires : Agence Française de Développement (AFD), CGE, APE, ARD, CLEF, DEE/DPRE/DEMSG, IA, IEF, MEN, UCGE

Projet d'Appui à la Réforme des Collèges

Togo, région Maritime

De 2014 à 2018

Objectifs : La région souffre d'une insuffisance notoire d'infrastructures et d'équipements. La scolarisation des filles et leur maintien à l'école constitue un véritable défi : elles sont souvent maintenues à la maison pour effectuer les tâches domestiques et agropastorales, les familles n'ayant pas les moyens d'assumer les frais de scolarité pour tous leurs enfants. La communauté reste très peu impliquée dans l'éducation. Ces éléments expliquent les faibles taux d'accès et d'achèvement scolaire des enfants. Le projet contribue à la mise en œuvre du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE) par la rénovation de l'enseignement secondaire au Togo. Le projet cherche à promouvoir les collèges de proximité pour améliorer les capacités d'accueil, l'équité, la qualité et la gestion locale participative des collèges de la région Maritime.

Impact : En 2018, le projet a bénéficié à 181 052 personnes, dont 66 526 enfants.

Partenaires : Agence Française de Développement (AFD); PLAN Togo

Ecole Amie des Enfants (EAE)

Togo, régions des Savanes et des Plateaux

De 2018 à 2019

Objectifs : Dans les deux régions, entre 32% et 60% des enfants âgés de 5 ans ou plus ne sont pas inscrits en 1ère année d'école primaire. Ils le sont souvent tardivement ce qui favorise les redoublements (20.8% à 23.6% des enfants scolarisés ont redoublé leur classe). Une proportion non négligeable d'enfants inscrits au CP1 n'accède pas au CM2 : 53.9% pour les Savanes et 34.1% pour les Plateaux. Les difficultés de scolarisation (accès, maintien et résultats scolaires) sont aggravées chez les filles. La qualité de l'offre scolaire est renforcée dans 264 écoles des régions Plateaux et Savanes à travers le renforcement d'une gouvernance participative efficace. Le projet lutte contre la non-inscription, les inscriptions tardives et la scolarisation sélective en défaveur des filles et des enfants vulnérables, ainsi que contre les violences surtout celles liées au genre en milieu scolaire et familial. Il favorise la création, au sein des écoles, de gouvernements scolaires afin de promouvoir le droit à la participation des enfants et il encourage le développement de l'éducation aux compétences de vie courante. Enfin, il forme les membres de la communauté à la gouvernance des écoles.

Impact : En 2018, le projet a bénéficié à 74 676 personnes, dont 53 537 enfants

Partenaires : UNICEF, COGEP, CRPPE, DRE, IEPP, MEPSFP



ÉDUCATION À LA SANTÉ

Projet d'Amélioration de l'Hygiène et de l'Assainissement dans les Écoles (PHASE)

Bénin

De 2016 à 2018

Objectifs : Amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement dans les écoles par la construction et l'équipement d'ouvrages, formation à leur utilisation et à leur entretien, sensibilisation des élèves et des communautés sur les règles d'hygiène en milieu scolaire et familial.

Impact : En 2018, 640 kits de serviettes hygiéniques distribués dans 50 écoles au bénéfice de 325 filles; 144 mères d'écolières sensibilisées au projet; 2 446 brochures sur la santé reproductive distribuées aux filles de 8 collèges des communes concernées.

Partenaires : Fondation Claudine Talon

Liste des projets menés par Aide et Action en Afrique en 2018

Projet d'Appui à la Scolarisation et au développement Sanitaire (PASS)

Madagascar, régions d'Anosy, d'Androy et d'Atsimo Andrefana
De 2018 à 2019

Objectifs : Ces régions du Sud de Madagascar sont les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire. PASS vise à favoriser l'adoption de comportements favorables à une bonne nutrition, hygiène et santé par et pour des enfants et la communauté scolaire de 30 écoles cibles.

Impact : En 2018, PASS a été mis en place dans 30 écoles au profit de 6 954 enfants.

Partenaires : Programme Alimentaire Mondial (PAM)



ÉDUCATION À LA VIE

Apprendre Pour Changer (APC)

Burkina Faso, provinces de la Sissili et du Ziro
De 2015 à 2019

Objectifs : Depuis 2015, APC vise à l'autonomisation des femmes de la Fédération NUNUNA dans les provinces de la Sissili et du Ziro au Burkina Faso. L'analphabétisme, le difficile accès au crédit et à la terre pour les femmes constituent de véritables freins au développement de leurs activités. APC combine alphabétisation, formation technique et accompagnement financier des femmes.

Impact : En 2018, 122 apprenantes ont appris à lire, écrire et compter. Le taux de réussite aux sessions alphabétisation oscille entre 97% et 100%. 131 femmes ont participé à la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.

Partenaires : Communes de Sapouy, Léo, Cassou et Gao, Direction provinciale de l'Éducation de la Sissili et du Ziro, Fédération NUNUNA, Fondation l'Occitane



ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Solidarités Locale et Internationale pour le Développement par l'Éducation (SOLIDE)

Bénin, Sénégal, Togo

De janvier à décembre 2018

Objectifs : SOLIDE vise à faire émerger une citoyenneté solidaire chez les enfants et les jeunes à travers les communautés d'apprentissage, la mise en place de démarches participatives appliquées à l'éducation, à la citoyenneté et à la solidarité internationale, le partage des savoir-faire, ainsi que des bonnes pratiques en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale et au développement durable. Le projet contribue à l'émergence de nouvelles approches d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) auprès des acteurs éducatifs, des enfants et des jeunes. SOLIDE favorise l'accompagnement de

dynamiques durables d'interaction et de coopération entre des groupes d'enfants, jeunes, et acteurs socio-éducatifs, constitués en « communautés d'apprentissage », avec d'autres communautés issues de territoires différents, notamment via une plateforme web qui leur permet d'interagir. Le projet permet également de former les personnels éducatifs des structures accompagnées (enseignants, animateurs socioculturels, éducateurs spécialisés etc.) à l'ECSI afin de leur permettre d'échanger sur leurs pratiques professionnelles ou autour de problématiques éducatives communes.

Impact : En 2018, au Togo, 3 788 personnes, dont 3 694 enfants (dont 53.60% de filles) ont été concernées par le projet. Au Bénin, les réalisations sont les suivantes : édition et diffusion du Magazine 100% Junior ; 187 emballages biodégradables confectionnés par les apprenants. 81 apprenants dont 50 écoliers et 5 jeunes bénévoles ont été formés à la confection d'emballages biodégradables. 2 kits complets avec abonnement internet annuel ont été remis aux 2 établissements (Siké et CEG du LAC) ; 5 bénévoles et 2 enseignants (1 de Siké-Sud et 1 du collège du Lac) ont été formés à l'usage de la plate-forme SOLIDE ; 4 332 apprenants ont bénéficié du projet dont 2 014 filles / Sénégal : 26 enseignants dont les directeurs et Principaux directement touchés par le projet / Burkina Faso : démarrage effectif des activités en 2019

Partenaires : Fondation Thalès

Programme concerté de Renforcement des Organisations de la société civile et de la Jeunesse Guinéenne (PROJEG)

Guinée

De 2016 à 2019

Objectifs : Le PROJEG a été mis en place pour que régressent les violations récurrentes à l'encontre des droits de l'Homme, en Guinée. Il a aussi été pensé pour améliorer la redevabilité des institutions, contribuer à la construction et à l'organisation de la société civile guinéenne et accroître la participation des jeunes dans les pouvoirs de décision.

Impact : Grâce au PROJEG, la société civile guinéenne, et notamment les organisations de jeunes, gagnent en force pour peser sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, afin qu'elles contribuent au développement durable et à la réduction des inégalités et de la pauvreté. En 2018, le projet a bénéficié à 3 044 adultes (dont 20% de femmes).

Partenaires : 500 acteurs guinéens et français (syndicats, associations, OSI, universités, ministères, élus locaux...), Agence Française de Développement

Suivi citoyen de l'action publique et gouvernance locale participative

Guinée, Conakry et 14 collectivités des 7 régions

De 2018 à août 2019

Objectifs : Le projet vise à améliorer la démocratie participative et représentative en renforçant les processus démocratiques, notamment via un fort plaidoyer en faveur de la démocratie. Il doit également permettre de renforcer le dialogue social et les partenaires sociaux indépendants, en développant la transparence et la redevabilité des institutions publiques.

Impact : En 2018, le projet a bénéficié à 503 adultes (dont 18.29% de femmes).

Partenaires : Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation (Guinée) ; Union européenne



ÉDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES

École Amie des Filles (EAF)

Guinée, communes de Coyah, Boffa, Boké et Dubréka

De 2015 à 2019

Objectifs : EAF répond à 3 problèmes auxquels l'école guinéenne est confrontée : la faible scolarisation des filles en zones rurales, le fort taux d'abandon scolaire et une implication insuffisante des communautés et des parents dans la gestion de l'école. EAF contribue à l'émergence d'un environnement favorable à la scolarisation, au maintien et à la réussite des enfants à l'école, notamment des filles. Il sensibilise et renforce les capacités des communautés afin qu'elles s'impliquent dans la gestion de l'école.

Impact : En 2018, EAF a bénéficié à 5 000 enfants (2 650 filles) et à 150 enseignants (40 femmes) dans 21 écoles.

Partenaires : Fondation Orange ; Fondation Turing



MIGRATION

Nouvel engagement de la jeunesse de Diffa pour le renforcement du lien social (BANA)

Niger, région de Diffa

De 2018 à 2021

Objectifs : La région de Diffa traverse une crise humanitaire complexe et majeure : conflits, exactions et terrorisme ont conduit au déplacement de 302 387 personnes dont 184 404 déplacés internes ; 88 668 réfugiés, dont 29 315 jeunes, sont revenus dans leur village d'origine à cause de l'insécurité de leurs sites d'accueil. Ces événements ont contribué à détruire tout lien social au sein des communautés. L'économie est totalement déstructurée. Le projet doit permettre de promouvoir des cadres de réinsertion socioéducative pour les jeunes, tout en réhabilitant et institutionnalisant des espaces de dialogue et d'échanges au sein des entités décentralisées et de la société civile locale.

Impact : En 2018, le projet a bénéficié à 54 967 personnes (27 103 hommes et 27 864 femmes). Parmi ces bénéficiaires, 33 826 sont des jeunes issus des communautés les plus pauvres et vulnérables (dont 60% de femmes) des 12 communes de la région de Diffa.

Partenaires : Care ; Conseil Régional de Diffa ; Haute Autorité Pour la Consolidation de la Paix ; Nigethec ; ONG Karkara ; PLAN International ; Sahel Action



PETITE ENFANCE

Projet de prise en charge familiale de la petite enfance (Poupée)

Mali, ville de Sénou

De 2018 à 2019

Objectifs : Le projet contribue à améliorer l'éveil sociocognitif des jeunes enfants et à faciliter leur accès à une éducation de qualité par un développement holistique familial et ce, dès la petite enfance.

Impact : En 2018, le projet a permis d'identifier 120 enfants âgés de 3 à 6 ans, dont 61 filles ; 20 tuteurs, dont 18 femmes ; ainsi que 3 animatrices. Les tuteurs sont formés par les animatrices qui sont des spécialistes du préscolaire. A l'issue de leur formation, les tuteurs s'occupent de l'encadrement des enfants. Les animatrices assurent également le suivi et l'évaluation des tuteurs.

Partenaires : Commune de Meyrin ; Mairie de Sénou

BUDGETS ET RESSOURCES HUMAINES 2018 PAR PAYS + BUREAU RÉGIONAL

PAYS	BUDGET AEA 2018	NOMBRE DE SALARIÉS AEA 2018
Bureau régional Afrique	1 311 204 €	16
Bénin	409 969 €	7
Burkina Faso	605 548 €	7
Guinée	1 619 513 €	12
Côte d'Ivoire	151 672 €	3
Madagascar	136 898 €	4
Mali	923 607 €	21
Niger	864 102 €	10
Sénégal	798 256 €	17
Togo	648 041 €	20
TOTAL	7 468 807 €	117

AIDE ET ACTION TIENT À REMERCIER L'ENSEMBLE DE SES PARTENAIRES, FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS, QUI, EN 2018, ONT ŒUVRÉ À NOS CÔTÉS, EN AFRIQUE, POUR UN ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS.

AIDE ET ACTION EN ASIE DU SUD



© Omar Havana

Région Asie du Sud		Nombre de bénéficiaires 738 036	Nombre de bénéficiaires adultes 511 089 49% sont des femmes	Nombre d'écoles concernées 1 064
Nombre de pays 4	Nombre de projets 33 Cf. Pages 30 à 34	Nombre de bénéficiaires enfants et jeunes 226 947 51% sont des filles	Nombre d'enseignants concernés par nos actions 6 257	Nombre d'employés AEA 383 Budget 3.1 M€

La Banque mondiale reconnaît l'Asie du Sud comme un paradoxe de développement.

Elle attire l'attention du monde par sa croissance économique, contrastant avec ses 70% de population les plus pauvres du monde. L'éducation y est médiocre et fait partie des défis de développement auxquels sont confrontés les pays d'Asie du Sud. Environ 11,3 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire (5,8 millions de filles et 5,5 millions de garçons) et 20,6 millions d'enfants du premier cycle de l'enseignement secondaire (8,9 millions de filles et 11,6 millions de garçons) ne vont pas à l'école. Selon l'UNICEF (2018), seulement la moitié des enfants du primaire sont scolarisés selon des normes d'apprentissage minimales. L'Inde arrive

en tête de liste des pays dans lesquels un élève de deuxième année ne peut pas effectuer de soustraction à deux chiffres et se classe au deuxième rang de la liste des pays dans lesquels un élève de deuxième année ne peut pas lire un seul mot. Les priorités des gouvernements sud-asiatiques en matière d'éducation sont principalement axées sur les taux d'accès, de scolarisation et d'achèvement plutôt que sur les «résultats d'apprentissage». Cela a créé une «crise d'apprentissage» sans précédent.

En 2018, les projets menés par Aide et Action en Asie du Sud sont principalement centrés sur les thématiques :

// Accès et qualité de l'éducation

// Petite Enfance
// Éducation à la vie
// Migration

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) devenant obligatoire en Inde, les sociétés participent de plus en plus à l'effort de développement. Mais la préférence va aux zones urbaines / suburbaines, autour de leur implantation. Cela pénalise les besoins ruraux. Plusieurs sociétés créent elles-mêmes leurs fondations et développent directement des projets. L'accent est davantage mis sur les programmes à court terme, donnant des résultats rapides (par exemple: projets de formation professionnelle), que sur les initiatives de changement durable.



© AEA

ILS TÉMOIGNENT

« Je travaille avec des enfants atteints de handicap, en particulier des filles issues de familles pauvres. Mon rôle est de les inscrire dans les écoles publiques voisines pour qu'elles soient correctement prises en charge. Elles y mangent régulièrement et interagissent avec les autres enfants et les enseignants. Il y a beaucoup d'amélioration chez elles. Un petit effort de ma part donne du bonheur à ces enfants ; c'est ce qui me rend heureuse »

Shyamala travaille au sein du projet ENLIGHT, mené à Hyderabad, en Inde (cf. page 31).

Bhoutan



© AEA

Nombre d'habitants 808 000 27% < 14 ans	Scolarité obligatoire Non obligatoire	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 42.9% pour les deux sexes 51.9% pour les femmes
Taux bruts de scolarisation en pré primaire (Taux nets NC) 25.4% pour les deux sexes 26.1% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 79.8% pour les deux sexes 80.1% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 65.7% pour les deux sexes 70.8% pour les filles

Bhoutan



Le Bhoutan connaît actuellement le taux de croissance de la population urbaine et de migration interne le plus élevé d'Asie du Sud. Du fait d'une urbanisation et d'une modernisation rapides, les problèmes deviennent de plus en plus complexes et interdépendants.

La migration rurale-urbaine a des effets environnementaux alarmants et génère des menaces liées à la gestion des déchets, à la pollution de l'air et de l'eau, à la perte croissante de diversité biologique, à la réduction de la superficie forestière et à la dégradation des services éco-systémiques. Alors que plus de 50% de la population totale a moins de 25 ans, l'exode rural des jeunes continue de menacer gravement la viabilité à long terme des environnements urbains, ruraux et naturels du Bhoutan. Il est donc urgent de traiter le problème de l'exode rural. Pour ce faire, il est nécessaire de s'attaquer aux problèmes sous-jacents des opportunités d'emploi dans les zones rurales.

FOCUS PROJET

Mon Gakidh village

Éducation à la vie

De 2014 à aujourd'hui

Dans le district de Punakha

// Le Bhoutan pâtit d'une forte disparité entre les compétences des jeunes et les qualifications et attitudes requises par le marché de l'emploi, en particulier chez les jeunes ruraux qui migrent vers les

zones urbaines à la recherche d'opportunités d'emploi. Les taux élevés de chômage chez les jeunes (10,6% selon PHBB, 2017) sont dus à des problèmes de toxicomanie, de criminalité et de violence, ainsi qu'à des problèmes de santé publique.

// Le projet vise à freiner la migration et offrir aux jeunes de meilleures opportunités d'emploi. Il encourage notamment la reprise des métiers traditionnels dans la communauté et l'utilisation et la gestion des ressources naturelles renouvelables.

// **En 2018**, 140 jeunes adultes (dont 52 femmes) ont été concernés par nos activités.

Partenaires : Fonds de développement de la jeunesse du Bhoutan

Voir nos autres projets en Bhoutan: pages 31 à 35

Sources : Institut de statistique de l'UNESCO (www.uis.unesco.org)

Taux net de scolarisation : Nombre d'étudiants de la tranche d'âge correspondant théoriquement à un niveau d'enseignement donné, exprimé en pourcentage de la population totale de cette tranche d'âge.

Taux brut de scolarisation : Nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement. Pour l'enseignement supérieur, la population utilisée est celle des cinq années consécutives commençant par l'âge de graduation du niveau secondaire.

Inde



<p>Nombre d'habitants</p> <p>1.3 milliard</p> <p>28% < 14 ans</p>	<p>Scolarité obligatoire</p> <p>De 6 à 13 ans révolus</p>	<p>Taux d'analphabétisme des + de 15 ans</p> <p>30.7% pour les deux sexes</p> <p>40.7% pour les femmes</p>
<p>Taux bruts de scolarisation en pré primaire (Taux nets NC)</p> <p>13.5% pour les deux sexes</p> <p>13% pour les filles</p>	<p>Taux nets de scolarisation en primaire</p> <p>92.2% pour les deux sexes</p> <p>92.9% pour les filles</p>	<p>Taux nets de scolarisation en secondaire</p> <p>61.7% pour les deux sexes</p> <p>62.1% pour les filles</p>



L'Inde est le deuxième pays le plus peuplé et la plus grande démocratie du monde. L'économie indienne est la 6ème du monde en termes de PIB nominal, la troisième en termes de parité de pouvoir d'achat et le pays est considéré comme nouvellement industrialisé. Cependant, il continue à faire face aux défis de la pauvreté, du chômage, de la corruption, de la santé et des problèmes liés à la nutrition et à l'hygiène, mais aussi aux problèmes d'éducation.

FOCUS PROJET

Projet de développement de l'éducation pour les enfants des minorités ethniques.

Accès et qualité de l'éducation
De 2010 à 2020

Andhra Pradesh

// Les politiques et les décisions prises par le gouvernement dans les zones tribales ont entraîné le déni du droit à l'éducation des enfants issus des tribus. Au fil des ans, le gouvernement a mis l'accent sur la fermeture des écoles primaires dans les villages et a plutôt inscrit les enfants dans les pensionnats. Cela a entraîné une augmentation des taux de décrochage scolaire dans les zones tribales. Aujourd'hui, plus de 20% des jeunes filles qui ont abandonné l'école se trouvent en zone tribale. L'absence de système de contrôle et d'audit au sein des écoles,

notamment par les communautés elles-mêmes, est l'un des facteurs expliquant le manque de transparence et de responsabilité des autorités en matière d'éducation.

// Le projet vise à promouvoir le droit à l'éducation, notamment auprès des chefs de tribus et des communautés afin que soit respecté le droit à l'éducation des enfants issus de tribus. Il encourage notamment le renforcement des comités scolaires. Il soutient la création de clubs d'enfants pour améliorer les infrastructures scolaires et l'environnement local ainsi que les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Enfin, une part importante du projet consiste en la promotion et protection de l'identité et de la culture tribale.

// En 2018, 1 511 enfants (dont 50% de filles), 22 951 d'adultes (dont 51% de femmes), 112 enseignants et 55 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : Action In Rural Technology And Service

Voir nos autres projets en Inde: pages 31 à 35

Népal



<p>Number of inhabitants</p> <p>29.3 millions</p> <p>31% < 14 ans</p>	<p>Compulsory education</p> <p>Non obligatoire</p>	<p>Taux d'analphabétisme des + de 15 ans</p> <p>40.37% pour les deux sexes</p> <p>51.16% pour les femmes</p>
<p>Taux bruts de scolarisation en pré primaire (Taux nets NC)</p> <p>57.99% pour les deux sexes</p> <p>54.99% pour les femmes</p>	<p>Taux nets de scolarisation en primaire</p> <p>94.7% pour les deux sexes</p> <p>93.25% pour les femmes</p>	<p>Taux nets de scolarisation en secondaire</p> <p>55.29% pour les deux sexes</p> <p>57.26% pour les femmes</p>



Le Népal est un pays enclavé d'Asie du Sud, situé principalement dans l'Himalaya. Aide et Action y a commencé son intervention en 2009, en se concentrant sur l'accès à une éducation de qualité et la promotion de moyens de subsistance. Malgré un taux de scolarisation élevé en primaire (90%), seuls 38% des enfants issus des communautés autochtones et 20% des jeunes appartenant aux groupes d'individus considérés comme hors castes (Dalits) y sont inscrits et seulement 1% des enfants handicapés y ont accès. En raison du manque de moyens de subsistance, le taux de migration est élevé. La plupart des jeunes migrants sont issus de populations défavorisées aux compétences limitées et sont donc souvent privés d'emplois rémunérateurs ou d'opportunités entrepreneuriales.

FOCUS DU PROJET

Reconstruire pour le changement

Réponse en cas de catastrophes pour garantir une éducation de qualité

Depuis 2015

District de Lamjung, Népal

// À la suite du séisme catastrophique qui a frappé le Népal en 2015, Aide et Action est intervenu dans 26 villages de Bichaur, Ilampokhari et Dudhpokhari du district de Lamjung, en partenariat avec deux ONG locales (SCAN et DWO). Une aide immédiate a été fournie à 200 familles. Dans un premier temps, des abris temporaires ont été mis en place pour assurer l'enseignement scolaire, puis 21 écoles ont été reconstruites, comprenant 14 salles de classe et 12 toilettes séparées pour les filles et les garçons. Des enseignants et des acteurs sociaux ont été formés aux techniques de prise en charge psychosociale afin de réduire le traumatisme post-catastrophe. Les enseignants ont été formés à l'utilisation de méthodes d'enseignement pertinentes et adaptées au contexte. Cela a amélioré la qualité de l'enseignement et de

l'apprentissage et a également développé une relation de collaboration entre les enseignants, les élèves et les parents.

// Le projet vise à:

- Fournir une aide immédiate aux survivants via trois conseils de développement villageois du district de Lamjung.
- Fournir une prise en charge psychosociale afin de réduire le traumatisme post-catastrophe
- Rétablir l'enseignement scolaire en développant des infrastructures et améliorer la qualité des apprentissages grâce au renforcement des capacités des enseignants

// En 2018, le Social Wealth Council (SWC) a constaté que toutes les actions étaient adaptées aux besoins de la communauté, qu'elles avaient atteint les objectifs prévus et qu'elles avaient permis de renforcer les capacités de la communauté et des institutions de manière durable.

// En 2018, 96 écoles, 707 enseignants, 15 481 élèves et 350 jeunes ont été concernés par nos activités.

// À partir de 2019: Aide et Action envisage d'étendre ses opérations à deux nouveaux districts (Rautahat et Sarlai), notamment Katmandou et Lalitpur.

Partenaires: SCAN and DWO

Voir nos autres projets en Népal: pages 31 à 35

Sri Lanka



© Omar Havana

Nombre d'habitants

20.8 millions

24% < 14 ans

Taux bruts de scolarisation en pré primaire
(Taux nets NC)**100.7%** pour les deux sexes

99.4% pour les filles

Scolarité obligatoire

De 5 à 15 ans révolus

Taux nets de scolarisation en primaire

99.17% pour les deux sexes

96.2% pour les filles

Taux d'analphabétisme des + de 15 ans

8.1% pour les deux sexes

9% pour les femmes

Taux nets de scolarisation en secondaire

89% pour les deux sexes

90.4% pour les filles

Sri Lanka



Malgré les ravages d'une guerre civile de 27 ans qui a commencé en 1983 et s'est terminée en 2009, le pays maintient l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés d'Asie du Sud. Si les études publiques secondaires et supérieures sont gratuites pour tous les citoyens, les personnes vivant dans des régions encore en phase de reprise de la guerre civile ont moins accès à une éducation de qualité que celles vivant dans d'autres régions. La faible fréquentation scolaire, les taux de décrochage scolaire élevés, les faibles résultats scolaires et de faibles compétences pédagogiques ont une incidence sur la qualité générale de l'enseignement dispensé dans les écoles. La toxicomanie et le chômage sont certaines des raisons pour lesquelles les jeunes ne peuvent pas gagner leur vie décemment.

FOCUS PROJET

iLEAD

Éducation à la vie

De 2006 à aujourd'hui

Dans les districts de Galle, Ratnapura, Trincomalee, Vavuniya, Mullaitivu, Kilinochchi et Jaffna.

// Le Sri Lanka a l'un des taux d'inscription les plus élevés d'Asie pour l'enseignement général. La majorité des étudiants quitte le système après le niveau ordinaire de GCE (certificat général d'enseignement secondaire). Près de 300 000 étudiants préparent l'examen «A-level» du GCE (certificat général d'enseignement secondaire), mais seules

22 500 places sont disponibles dans le système classique d'enseignement universitaire. Cela se traduit souvent par un faible statut d'employabilité des étudiants en formation professionnelle et technique.

// Le projet doit répondre aux besoins éducatifs et de développement des compétences des communautés touchées par la guerre et des jeunes pauvres et marginalisés dans les provinces du Nord, du Sud, de l'Est et de Sabaragamuwa. Il contribue au processus de réhabilitation et de réconciliation du gouvernement après la guerre au Sri Lanka, grâce au développement des compétences des jeunes et des anciens combattants dans la province du Nord touchée par la guerre.

// En 2018, 1 070 personnes (dont 71% de femmes) ont été concernées par nos activités.

100% Aide et Action

Voir nos autres projets au Sri Lanka : pages 31 à 35

Liste des projets menés par Aide et Action en Asie du Sud en 2018



ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

Assurer une éducation de qualité avec le soutien des technologies de l'information

Inde, État d'Assam

De 2017 à 2022

Objectifs : Assurer un apprentissage de qualité aux enfants via un enseignement de qualité et le soutien des technologies de l'information. Soutien informatique aux écoles. Participation des enseignants et des élèves.

Impact : En 2018, 8 000 enfants et 120 enseignants ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Child Aid Network

Accès et qualité de l'éducation pour les enfants issus de la minorité ethnique Adivasi

Inde, État d'Assam

De 2018 à 2023

Objectifs : Améliorer le fonctionnement des écoles, les taux d'inscription et de rétention au sein des écoles primaires en développant le sens des besoins et la pertinence de l'éducation au sein de la communauté « Tea Garden ». Promouvoir la participation communautaire au bon fonctionnement efficace des écoles. Renforcer les capacités des enseignants à adopter une pédagogie innovante et adaptée au contexte et à plaider pour une éducation de qualité. Faciliter le droit à l'éducation.

Impact : En 2018, 24 474 personnes ont directement été concernées par nos activités

Partenaires : 100% Aide et Action

Projet de développement scolaire à Bandipur

Inde, État du Karnataka

De 2013 à 2020

Objectifs : Accroître et/ou renforcer les capacités des enseignants et améliorer leurs relations avec les élèves. Améliorer les niveaux de compétences des enfants. Réduire le taux d'abandon scolaire et atteindre 100% de taux d'inscriptions. Encourager une implication proactive des parents et de la communauté pouvant jouer un rôle clé dans la promotion de l'éducation des enfants issus des minorités tribales.

Impact : En 2018, 44 210 personnes ont directement été concernées par nos activités.

Partenaires : Hemendra Kothari Foundation

Projet de développement scolaire

Inde, État du Karnataka (réserve de Hills Tiger)

De 2012 à 2018

Objectifs : Assurer l'apprentissage des enfants grâce à un enseignement de qualité et à une sensibilisation écologique. Par le biais de formations régulières, de l'apprentissage entre pairs et de l'expérience pratique, le programme met l'accent sur le renforcement de la capacité des enseignants.

Impact : En 2018, 3 556 enfants ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Hemendra Kothari Foundation

Transformer les villages par l'éducation

Inde, État du Madhya Pradesh

De 2018 à 2021

Objectifs : Renforcer l'écosystème éducatif en promouvant des actions proactives collaboratives entre de multiples parties prenantes telles que les vecteurs de changement, les parents, les enseignants, les enfants, les partenaires et autorités éducatives.

Impact : En 2018, 4 821 enfants ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Transform Rural India (TRIF)

Assurer une éducation de qualité avec une sensibilisation écologique

Inde, État du Madhya Pradesh (réserve de Kanha Tiger)

De 2013 à 2020

Objectifs : Assurer l'apprentissage des enfants grâce à un enseignement de qualité et à une sensibilisation écologique. Amélioration des compétences et formation continue des enfants.

Impact : En 2018, 2 255 enfants scolarisés et 46 enseignants ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Hemendra Kothari Foundation

Liste des projets menés par Aide et Action en Asie du Sud en 2018

Gurukul – Arumbu : Projet de développement scolaire

Inde, État du Tamil Nadu

De 2015 à 2018

Objectifs : Développer la performance globale de l'enfant dans la gouvernance scolaire. Participation active des parents et de la communauté à la gouvernance de l'école.

Impact : En 2018, 1 731 enfants ont directement été concernés par nos activités ; 80% de taux de réussite entre la 6ème et la 10ème année ; Taux de 90% de fréquentation dans toutes les écoles.

Partenaires : HCL Foundation

SIRAGUGAL : Aider les enfants à grandir dans la vie (projet de développement scolaire)

Inde, État de Tamil Nadu

De 2010 à 2020

Objectifs : Assurer l'apprentissage des enfants grâce à un enseignement de qualité et à une sensibilisation écologique. Par le biais de formations régulières, de l'apprentissage entre pairs et de l'expérience pratique, le programme met l'accent sur le renforcement de la capacité des enseignants.

Impact : En 2018, 120 enseignants et 11 625 personnes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Hemendra Kothari Foundation

Back 2 Basics : Garantir le droit à l'éducation des enfants issus des minorités ethniques

Inde, État du Telangana

De 2010 à 2021

Objectifs : Garantir le droit à l'éducation des enfants issus des minorités ethniques grâce à un nouveau système de communication et d'innovation. Assurer une éducation petite enfance, inclusive et de qualité, pour les petites filles âgées de 3 à 5 ans issues de la minorité Lambada. Traiter les problèmes liés à l'école et avoir un impact sur l'environnement d'apprentissage global. Impliquer les communautés et le comité de gestion scolaire (School Management Comitee – SMC) dans la gestion de l'école. Remettre les enfants dans un processus d'apprentissage, améliorer leurs capacités d'apprentissage, leurs taux d'inscription et de rétention et accroître leurs niveaux de compétences.

Impact : En 2018, 2 441 personnes ont directement été concernées par nos activités.

Partenaires : 100% Aide et Action

ENLIGHT : Accès et éducation de qualité pour les filles vulnérables

Inde, Delhi, Chennai, Salem, Kolkata, Hyderabad, Trichy, Mumbai, Bengaluru et Pune

De 2015 à 2020

Objectifs : Assurer une vie meilleure aux filles par l'éducation. Améliorer les taux d'inscription et de rétention des filles ; Augmenter le nombre de filles optant pour des études supérieures et le nombre de filles pouvant jouir du même statut à la maison, à l'école et au sein de la communauté.

Impact : En 2018, 2 000 filles ont directement été concernées par nos activités ; 5 000 filles ont été indirectement concernées.

Partenaires : Caggemini

Emploi des jeunes et amélioration des compétences d'apprentissage en primaire

Népal, États de Siraha, Saptari, Baglung & Parbat

De 2010 à 2019

Objectifs : Inciter les organisations et institutions, communautaires et locales, à faire preuve de leadership et à traiter de manière proactive les problèmes liés à l'accès à l'éducation, aux moyens de subsistance et à d'autres droits.

Impact : En 2018, 575 personnes ont directement été concernées par nos activités.

Partenaires : 100% Aide et Action



ÉDUCATION À LA VIE

Mon Gakidh Village

Bhoutan, district de Punakha

De 2014 à 2018

Objectifs : Limiter la migration des jeunes des zones rurales vers les zones urbaines et préserver l'environnement en offrant à ces jeunes de se former et de développer leurs compétences et leur leadership, en vue d'acquies des moyens de subsistance et un emploi durable (dans les secteurs du tourisme et de l'artisanat traditionnel) dans leurs communautés d'origine. Implication et soutien de la communauté.

Impact : En 2018, 2 036 jeunes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Youth Development Fund – Bhoutan

iLEAD : Initiative pour l'éducation et le développement des moyens d'existence – Initiative for Livelihood Education and Development

Inde

De 2005 à en cours

Objectifs : Développement et promotion de la micro entreprise. Permettre une meilleure employabilité et/ou l'entrepreneuriat pour les jeunes défavorisés afin qu'ils aient une vie meilleure.

Impact : En 2018, 52 centres iLEAD opérationnels en Inde ; 11 179 jeunes (en particulier des jeunes filles) formés et employés ou ayant lancé une entreprise.

Partenaires : Accenture ; Synbionyme ; Eicher ; HCL Foundation ; TechMahindra ; TFWA

iLEAD : Initiative pour l'éducation et le développement des moyens d'existence – Initiative for Livelihood Education and Development – Youth Spark

Inde, régions multiples

De 2012 à 2018

Objectifs : Favoriser un développement économique durable chez les jeunes grâce à l'amélioration de leurs compétences en entrepreneuriat. Autonomiser des jeunes issus des classes sociales pauvres et marginalisées (et notamment des filles / femmes et des personnes handicapées) et leur permettre de bénéficier de meilleurs moyens de subsistance et de mener une vie digne.

Impact : En 2018, 12 000 jeunes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Microsoft

Développement et promotion de la micro-entreprise

Inde, État d'Assam

De 2014 à 2018

Objectifs : Formation professionnelle et promotion de la micro entreprise via des groupes de pairs.

Impact : En 2018, le projet a été déployé dans 12 villages et bidonvilles du district, situés sur la rive du Brahmapoutre et menacés par de fréquentes inondations.

Partenaires : Asian Development Bank

Développement et promotion de la micro-entreprise

Inde, État de Meghalaya

De 2015 à 2019

Objectifs : Formation professionnelle et promotion de la micro entreprise via des groupes de pairs. Formation de jeunes, principalement des femmes, à l'entrepreneuriat. Amélioration des revenus et de la vie de la famille. Respect et reconnaissance dans tous les domaines de la vie.

Impact : En 2018, 210 personnes ont directement été concernées par nos activités.

Partenaires : TATA TRUST

Soutenir le développement du capital humain

Inde, État de Meghalaya

De 2014 à 2019

Objectifs : Augmenter la capacité et la réactivité de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle et le nombre de jeunes formés aux compétences permettant de trouver un emploi ou un travail indépendant.

Impact : En 2018, 16 000 enfants et jeunes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Asian Development Bank

Projet Himayat

Inde, États de Jammu et du Kashmir

De 2013 à 2018

Objectifs : Développement des compétences.

Impact : En 2018, 5 987 jeunes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Ministère du développement rural (Inde)

Enseignement technique et formation professionnelle pour les jeunes

Népal, bidonvilles de Katmandou, Lalitpur et Bhaktapur

De 2010 à 2019

Objectifs : Offrir une formation professionnelle à 1 800 jeunes vulnérables, âgés de 18 à 35 ans.

Impact : En 2018, 20 383 jeunes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : 100% Aide et Action

iLEAD : Initiative pour l'éducation et le développement des moyens d'existence – Initiative for Livelihood Education and Development

Sri Lanka, districts de Galle, Ratnapura et Kaluthara

De 2009 à 2019

Objectifs : Acquisition de connaissances en informatique et alphabétisation.

Impact : En 2018, 1 000 enfants et 160 enseignants ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : 100% Aide et Action

Liste des projets menés par Aide et Action en Asie du Sud en 2018

Développer le leadership des jeunes et leurs compétences pour promouvoir la démocratie et la réconciliation dans 3 districts du Sri Lanka

Sri Lanka, districts de Mullaitivu, Kilinochchi et Balangoda
De 2017 à 2018

Objectifs : Développer le leadership des jeunes, leurs capacités et leurs compétences afin de trouver un emploi ou un travail indépendant, mais aussi promouvoir la démocratie et la réconciliation dans 3 districts du Sri Lanka. Paix, réconciliation et reconstruction grâce à l'éducation à la vie.

Impact : En 2018, 1 260 jeunes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Ambassade des Etats-Unis au Sri Lanka

iLEAD : Initiative pour l'éducation et le développement des moyens d'existence – Initiative for Livelihood Education and Development – International Academy

Sri Lanka, ville de Panadura
De 2014 à 2018

Objectifs : Acquisition de connaissances en informatique et alphabétisation.

Impact : En 2018, 835 jeunes ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : 100% Aide et Action



MIGRATION

Centre Educatif pour la prise en charge des enfants migrants

Inde, État de Telangana
De 2017 à 2020

Objectifs : Offrir un environnement protégé et répondre aux besoins éducatifs des enfants migrants, âgés de 0 à 14 ans, sur 5 sites.

Impact : En 2018, 570 enfants âgés de 0 à 14 ans ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : SNCF

Centres éducatifs pour enfants migrants sur les chantiers de construction

Inde, Etat du Tamil Nadu, villes de Bhopal, Bhubaneshwar, Hyderabad

De 2016 à 2018

Objectifs : Assurer la nutrition, l'éducation et la protection des enfants migrants.

Impact : 60 centres de garde et d'apprentissage ont été ouverts pour les enfants et adolescentes vivant sur les chantiers. En 2018, 5 150 enfants ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : Fondation Bernard van Leer (BvLF)

Centre éducatif pour enfants migrants sur les chantiers de construction

Inde, ville de Patna

De 2016 à 2018

Objectifs : Les enfants des travailleurs migrants saisonniers ont un meilleur accès à leurs droits fondamentaux et vivent dans un environnement sûr et sain sur le lieu de travail des parents.

Impact : En 2018, 250 groupes de jeunes migrants âgés de 3 à 6 ans ont été accueillis au centre éducatif développé par Aide et Action. 150 enfants âgés de 6 à 14 ans ont pu accéder aux écoles voisines.

Partenaires : 100% Aide et Action

Soins et apprentissage pour enfants migrants sur les chantiers de construction

Inde, ville de Delhi

De 2016 à 2018

Objectifs : Offrir un environnement protégé et répondre aux besoins éducatifs des enfants.

Impact : 830 personnes concernées depuis la mise en place du projet.

Partenaires : Fondation Times



PETITE ENFANCE

PAHAL : Prise en charge des enfants des travailleuses du sexe

Inde, ville de New Dheli

De 2010 à 2019

Objectifs : Soins et protection pour les enfants des prostituées-mères célibataires. Réadaptation éducative et professionnelle de leurs enfants.

Impact : En 2018, 30 enfants de prostituées et 100 enfants issus de la communauté défavorisée ont eu accès au centre. 10 jeunes ont été accueillis dans un centre de formation professionnelle.

Partenaires : 100% Aide et Action

Projet de développement scolaire

Inde, État de Madhya Pradesh, ville de Balaghat
De 2014 à 2018

Objectifs : Assurer l'apprentissage des enfants grâce à un enseignement de qualité et à une sensibilisation écologique. Amélioration des compétences et formation continue des enfants.

Impact : En 2018, 2 255 enfants scolarisés ont directement été concernés par nos activités.

Partenaires : TATA TRUST



ÉDUCATION À LA SANTÉ

Prévention du VIH-SIDA chez les utilisateurs de drogues injectables

Inde, Punjab
De 2012 à 2018

Objectifs : Prévenir les nouvelles infections par le VIH-SIDA chez les utilisateurs de drogues injectables et mise en liaison avec les services de soins et de soutien aux personnes séropositives.

Impact : En 2018, 465 usagers de drogues par voie intraveineuse ont été identifiés et on bénéficié de conseils de prévention et/ou d'un soutien médical.

Partenaires : Punjab AIDS Control Society

BUDGETS ET RESSOURCES HUMAINES 2018 PAR PAYS + BUREAU RÉGIONAL

PAYS	BUDGET AEA 2018	NOMBRE DE SALARIÉS AEA 2018
Bureau régional Asie du Sud (Bhoutan inclus)	804 390 €	24
Inde	2 040 400 €	324 (personnels des centres Ilead inclus)
Népal	96 410 €	32
Sri Lanka	257 850 €	32
TOTAL	3 199 050 €	383

AIDE ET ACTION TIENT À REMERCIER L'ENSEMBLE DE SES PARTENAIRES, FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS, QUI, EN 2018, ONT ŒUVRÉ À NOS CÔTÉS, EN ASIE DU SUD, POUR UN ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS.



AIDE ET ACTION EN ASIE DU SUD-EST ET CHINE



© Vincent Reynaud-Lacroze

Région		Nombre de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires adultes	Nombre d'écoles concernées	Nombre d'employés AEA
Asie du Sud-Est et Chine		87 759	30 223 50% sont des femmes	135	86
Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de bénéficiaires enfants et jeunes	Nombre d'enseignants concernés par nos actions		Budget
4	16 Cf. Pages 40 à 42	57 536 45% sont des filles	1 620		1.7 M€

En dépit du développement socio-économique de la région, la différence de PIB et les disparités de revenus entre les pays sont considérables. Le Cambodge, le Laos, le Vietnam et le Myanmar, dont le PIB est parmi les plus bas de la région, peinent à atteindre les Objectifs de Développement Durable, y compris l'Objectif numéro 4 dédié à l'éducation. Dans les budgets nationaux, les investissements dans des secteurs tels que la santé sont prioritaires sur les investissements en matière d'éducation, ce qui a, généralement, un impact à long terme.

Si certains pays ont accru leurs taux de scolarisation, de rétention et d'achèvement et réduit les écarts entre les sexes, des problèmes éducatifs subsistent. L'accès à l'éducation de base, en particulier dans les zones rurales et isolées, ainsi que la qualité des résultats de l'enseignement et de l'apprentissage doivent encore être améliorés, de même que les installations scolaires, les environnements

d'apprentissage et les supports pédagogiques. Trop d'enfants ne vont pas à l'école ou ne bénéficient pas d'un apprentissage de qualité en raison de leur situation socio-économique et/ou géographique, de leur handicap et/ou de leur état de santé, de leur origine ethnique, de leurs barrières linguistiques ou de leur genre. Les taux élevés de pauvreté, en particulier dans les zones rurales et les zones où vivent des minorités ethniques, exacerbent ces inégalités.

Les migrations et l'urbanisation rapide poussent également certaines populations à la marge de la société compromettant ainsi l'éducation de leurs enfants. Par exemple, dans la province du Sichuan, en Chine, les enfants et les femmes dont le mari et père est un travailleur migrant subissent un désavantage éducatif.

En 2018, les projets menés par Aide et Action en Asie du Sud-Est sont principalement centrés sur les thématiques :

- // Accès et qualité de l'éducation
- // Éducation inclusive
- // Éducation de la petite enfance
- // Éducation des femmes et des filles

Via ces projets, Aide et Action a œuvré à ouvrir la voie à des changements systémiques à long terme dans les communautés à faible revenu, en particulier dans les zones où les minorités ethniques font face à de grands défis. Par exemple, nos solutions communautaires ont touché les enfants des villages reculés du district d'O'Chum, dans la province de Ratanakiri au Cambodge, du district de Tam Doung, dans la province de Lai Chau au Vietnam et du district de Van Vieng, dans la province de Vientiane au Laos. En atteignant les enfants issus des catégories défavorisées, nous pouvons avoir un impact social et, en travaillant au niveau national, nous pouvons multiplier cet impact de façon exponentielle en fournissant des solutions aux communautés et à des pays entiers.

ILS TÉMOIGNENT

« Je m'appelle Ngim.

Je suis bibliothécaire d'une bibliothèque mobile d'Aide et Action depuis un an maintenant. Cinq jours par semaine, je parcours divers villages et écoles du district de Saa Ang, au Cambodge. Je voulais devenir bibliothécaire mobile avec Aide et Action, car j'estime que l'éducation de nos enfants est le meilleur moyen de faire progresser notre société. J'aime ce rôle parce que je peux donner des livres à des enfants qui, sans cela, n'en auraient pas et ne pourraient pas mettre en pratique leurs compétences en lecture ni acquérir des connaissances. »

Ngim, bibliothécaire bénévole du projet de bibliothèque mobile au Cambodge (cf. Page 42).



© AEA

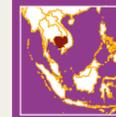
Cambodge



© Marion Tranchant

Nombre d'habitants	Scolarité obligatoire	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans
16 millions 31% < 14 ans	De 6 à 14 ans révolus	19.4% pour les deux sexes 24.9% pour les femmes
Taux bruts de scolarisation en pré primaire (Taux nets NC)	Taux nets de scolarisation en primaire	Taux nets de scolarisation en secondaire
20.1% pour les deux sexes 20.6% pour les filles	90.5% pour les deux sexes 90.3% pour les filles	Données non disponibles

Cambodge



Le forum économique mondial a récemment classé le Cambodge au 101ème rang sur 140 pays en termes de qualité de l'éducation et de scolarisation. Les défis incluent un système éducatif sous-financé, la discrimination à l'égard des enfants handicapés et des apprenants trop âgés, la conviction que l'éducation n'est pas importante pour tous, les environnements scolaires médiocres, l'éloignement géographique, le manque d'éducation dans la langue maternelle, la migration, l'exploitation des enfants, la pauvreté et les difficultés familiales. Grâce à Aide et Action, de plus en plus d'enfants en situation de handicap intellectuel et/ou de difficultés d'apprentissage ont accès à une éducation de qualité.

FOCUS PROJET

Éducation pour des enfants ayant un handicap sévère et modéré au Cambodge.

Éducation inclusive

De 2017 à 2022

À Phnom Penh et dans les provinces de Kandal, Kampong Speu et Siem Reap

// Au Cambodge, de nombreux enfants en situation de handicap ne sont toujours pas scolarisés. Les raisons sont nombreuses : la pauvreté des ménages, l'éloignement de l'école, le manque de moyens de transport, la médiocrité des installations scolaires, le manque de qualification des enseignants. Mais les discriminations à l'égard des personnes en situation de handicap restent très importantes et les parents eux-

mêmes n'ont pas toujours conscience de la nécessité de scolariser leurs enfants.

// Notre objectif est l'intégration sociale des enfants en situation de handicap par l'accès à une éducation aux côtés de leurs pairs dans des écoles ordinaires adaptées à leurs besoins, afin qu'ils puissent eux aussi devenir des membres productifs de la société. Nous travaillons à faire inscrire les enfants en situation de handicap à l'école et à leur offrir des services éducatifs sur mesure afin de les maintenir à l'école et de voir leurs résultats s'améliorer. Il s'agit également de donner aux enseignants les compétences et les outils nécessaires pour dispenser une éducation de qualité.

// **En 2018**, 1 701 enfants (dont 49.4% de filles), 2 153 adultes (dont 49.8% de femmes), 47 enseignants et 18 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : The Rabbit School

Voir nos autres projets au Cambodge : pages 41 à 43

Sources : CIA World Fact Book, Institut de statistique de l'UNESCO (www.uis.unesco.org)

Taux net de scolarisation : Nombre d'étudiants de la tranche d'âge correspondant théoriquement à un niveau d'enseignement donné, exprimé en pourcentage de la population totale de cette tranche d'âge.
Taux brut de scolarisation : Nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement. Pour l'enseignement supérieur, la population utilisée est celle des cinq années consécutives commençant par l'âge de graduation du niveau secondaire.

Chine



© Alexia Houel

Nombre d'habitants 1.4 milliard 18% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 14 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 4.8% pour les deux sexes 7.29% pour les femmes
Taux bruts de scolarisation en pré primaire (Taux nets NC) 85.9% pour les deux sexes 86.5% pour les filles	Taux bruts de scolarisation en primaire (Taux nets NC) 102% pour les deux sexes 102.6% pour les filles	Taux bruts de scolarisation en secondaire (Taux nets NC) 95% pour les deux sexes 95.4% pour les filles



Le développement économique de la Chine étant plus fort dans les provinces de la côte Est que dans l'Ouest de l'intérieur, environ 169 millions de travailleurs migrants se sont installés (en 2016) dans les zones urbaines pour trouver du travail. L'inégalité des sexes désavantage toujours les femmes sur le plan socio-économique, en particulier dans les provinces de l'Ouest les plus rurales, et est exacerbée par le déséquilibre du taux de natalité hommes-femmes. Conjugués aux mutations rapides de la société, ces facteurs posent des défis supplémentaires aux femmes en particulier et à l'éducation des plus jeunes de Chine.

FOCUS PROJET

Développer les moyens de subsistance pour des femmes vulnérables en Chine rurale

Éducation des filles et des femmes

De 2017 à 2021

Dans la province du Sichuan, comté de Qionglai et ville de Chengdu

// La province du Sichuan est la région rurale la plus peuplée des provinces occidentales et compte le plus grand nombre de travailleurs migrants. Elle compte également près de 6 millions de femmes seules, leurs maris étant partis pour trouver du travail, elles restent à la maison pour s'occuper des enfants et des personnes âgées. La plupart de ces femmes, ainsi que d'autres vivent autour de la ville, sont handicapées

par leur faible niveau d'éducation, leur vulnérabilité financière et leur statut social inégal.

// Né de la nécessité pour les femmes de s'adapter à une société en mutation rapide, ce projet est axé sur leur développement et leur autonomisation. Il s'efforce de promouvoir l'égalité des sexes grâce à une éducation non formelle et en encourageant les femmes à participer au développement de la communauté, à la constitution de réseaux et à revendiquer leur place légitime dans la société. Plus spécifiquement, il vise à améliorer les moyens économiques des femmes en leur proposant des cours de formation continue, à les aider à construire leur réseau social avec des actions de groupe de soutien mutuel, à les sensibiliser au volontariat communautaire, et à améliorer leurs compétences en termes de leadership et en gestion.

// En 2018, 740 femmes, 6 enseignants et 2 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : Air France, Bureau des affaires civiles de Chengdu, Centre de développement culturel de Beijing pour les femmes rurales, China Merchants Charitable Foundation, Gouvernement populaire de Jiaguan, Gouvernement populaire de Qianjin

Voir nos autres projets en Chine: pages 41 à 43

Laos



© Vincent Renaud-Lacroze

Nombre d'habitants 6.8 millions 33% < 14 ans	Scolarité obligatoire De 6 à 14 ans révolus	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans 15.3% pour les deux sexes 20.6% pour les femmes
Taux nets de scolarisation en pré primaire 39.9% pour les deux sexes 40.6% pour les filles	Taux nets de scolarisation en primaire 93.3% pour les deux sexes 92.8% pour les filles	Taux nets de scolarisation en secondaire 60.4% pour les deux sexes 59.8% pour les filles



Malgré les progrès réalisés en matière d'accès universel à l'éducation de base, environ 160 000 enfants âgés de 6 à 14 ans ne sont pas scolarisés (2016). L'objectif national en matière d'alphabétisation (95% d'ici à 2020) semble loin en raison des nombreux décrochages scolaires dans les premières années de l'enseignement primaire et des résultats médiocres en matière d'apprentissage. Ces problèmes sont plus prononcés dans les communautés rurales, montagneuses et minoritaires.

FOCUS PROJET

Environnements primaires inclusifs et adaptés pour les enfants issus de minorités ethniques marginalisées

Accès et qualité de l'éducation

De 2015 à 2018

Dans la province de Vientiane, districts de Vangvieng, Feuang, Mad, Hinherb et Meun

// De nombreux enfants des écoles primaires ne maîtrisent pas les compétences de base en lecture, calcul et connaissances nécessaires aux apprentissages et à l'emploi. Les causes en sont la qualité médiocre de l'enseignement et de la gouvernance scolaire, l'accès insuffisant à l'enseignement pré-primaire, les problèmes d'assainissement et la malnutrition. Les communautés pauvres, éloignées et ne parlant pas lao sont les plus touchées.

// Ce projet vise à garantir l'accès des enfants défavorisés d'origine ethnique à une éducation primaire de qualité. Il aide les écoles à créer des plans de développement scolaire fondés sur des normes de qualité nationales pour les environnements scolaires et la gouvernance. Il forme les enseignants afin qu'ils améliorent leurs techniques d'enseignement en se concentrant sur des approches adaptées aux enfants et élabore des supports d'apprentissage de qualité.

// Le projet vise à inscrire tous les enfants dans les écoles cibles, en particulier les filles des minorités ethniques vivant dans des zones rurales pauvres. Il aborde les problèmes sous-jacents de faible assiduité et d'apprentissage par le biais d'initiatives de nutrition, la mise en place d'écoles préscolaires, des bourses d'études fondées sur les besoins et la promotion des droits de l'enfant.

// En 2018, 2 382 enfants (dont 48.4% de filles), 1 378 adultes (dont 77% de femmes), 107 enseignants et 10 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : Ambassade du Canada en Thaïlande, Ambassade de la République tchèque en Thaïlande, Bureaux d'éducation et de sport (DESB) des districts de Vangvieng, Centre d'assurance de la qualité et des normes d'éducation (ESQAC) du ministère de l'éducation et des sports, Feuang, Fonds de Taiwan pour l'enfance et la famille, Hinherb et Meun, Mad, Service provincial d'éducation et de sport (PESS) de la province de Vientiane, Fondation Etincelle, Fondation Masalina

Voir nos autres projets au Laos : pages 41 à 43

Vietnam



© Vincent Reynaud-Lacroze

Nombre d'habitants
95.5 millions
23% < 14 ans

Taux nets de scolarisation en pré primaire
77.7% pour les deux sexes
Données non disponibles pour les filles

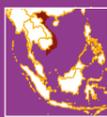
Scolarité obligatoire
De 5 à 14 ans révolus

Taux nets de scolarisation en primaire
97.9% pour les deux sexes
Données non disponibles pour les filles

Taux d'analphabétisme des + de 15 ans
6.4% pour les deux sexes
8.6% pour les femmes

Taux nets de scolarisation en secondaire
Données non disponibles

Vietnam



Si, aujourd'hui, le Vietnam jouit d'une large couverture éducative, des lacunes et des défis subsistent et doivent être résolus pour garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants du pays, en particulier ceux issus des ménages pauvres, de zones isolées et de minorités ethniques. Les problèmes sous-jacents incluent les barrières linguistiques; une mauvaise qualité de l'enseignement, des programmes scolaires, des installations et des infrastructures; des problèmes d'eau et d'assainissement; la pauvreté; la malnutrition et la migration.

FOCUS PROJET

Promouvoir des soins et une éducation inclusive et pertinente pour les jeunes enfants défavorisés issus de minorités ethniques

Soins et éducation de la petite enfance

De 2016 à 2018

Dans le district de Tam Duong, province de Lai Chau

// Le taux de pauvreté dans le district de Tam Duong est supérieur à 75%. La majorité de la population est composée de minorités ethniques. Ces dernières ont de nombreuses difficultés économiques qui les empêchent de mettre leurs enfants à l'école. A cela s'ajoute l'absence d'accès à l'enseignement dans leur langue maternelle et la piètre qualité de l'enseignement.

// L'objectif du projet est d'accroître l'accès des enfants des minorités ethniques âgés de 3 à 8 ans à un enseignement préscolaire et pré-primaire de qualité. Un objectif clé consiste à améliorer leurs résultats d'apprentissage et leur préparation à l'école en formant et en encadrant les enseignants aux méthodes d'enseignement axées sur l'enfant, à la détection précoce des handicaps et en intégrant l'apprentissage en langue maternelle. Il stimule et facilite également l'engagement accru des parents, de la communauté et des autorités locales, dans l'éducation et le développement de leurs jeunes enfants. Un autre objectif est de renforcer la capacité des décideurs politiques à mettre en œuvre une éducation inclusive pour ces enfants grâce à l'élaboration de matériels bilingues, à la documentation et à la diffusion de bonnes pratiques.

// En 2018, 5 263 enfants (dont 51.5% de filles), 4 069 adultes, 192 enseignants et 6 écoles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : CISDOMA, Institut consultatif pour le développement socio-économique des zones rurales et montagneuses, Union Européenne

Voir nos autres projets au Vietnam: pages 41 à 43

Liste des projets menés par Aide et Action en Asie du Sud-Est et en Chine 2018



ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

Améliorer la réinsertion des enfants des rues et des enfants maltraités

Cambodge, province de Banteay Meanchey

De 2017 à 2018

Objectifs : Nous avons aidé les enfants à se remettre de leurs expériences traumatiques et à se réinsérer dans la famille ou la société grâce à un refuge sécurisant, doté de différents services dédiés leurs besoins.

Impact : En 2018, 677 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : 100% Aide et Action

Khmer LEARN : utiliser des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) innovantes pour améliorer l'alphabétisation, l'enseignement et l'apprentissage

Cambodge, provinces de Banteay Meanchey, Kep, Kampong Cham, Siem Reap et Tbaung Khmum

De 2017 à 2021

Objectifs : Via le déploiement d'une suite d'applications de formations en ligne de qualité, nous avons favorisé l'amélioration des standards de lecture, d'apprentissage et d'enseignement. Nous avons également développé des bibliothèques mobiles afin que les enfants les plus marginalisés accèdent aux livres et aux activités de lecture.

Impact : En 2018, 23 400 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : Fondation PSA

Éducation pour tous : atteindre les enfants marginalisés

Cambodge, provinces de Kampot et de Kampong Thom

De 2017 à 2021

Objectifs : Via des approches d'éducation inclusives et adaptées, nous avons amélioré la qualité, l'accessibilité et la pertinence de l'éducation de base pour les enfants marginalisés.

Impact : En 2018, 24 003 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : 100% Aide et Action

Stratégies éducatives ciblées pour un développement communautaire en faveur des plus démunis

Cambodge, province de Kandal

De 2017 à 2021

Objectifs : Nous avons renforcé le rôle des centres communautaires dans le développement de leurs communautés en nous engageant auprès des populations les plus marginalisées et vulnérables (petite enfance, hygiène et santé, nutrition, promotion de la lecture, autonomisation des jeunes).

Impact : En 2018, 4 995 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : Fonds restreints publics de Hong Kong

Scolarisation des enfants issus de minorités ethniques

Cambodge, provinces de Mondulkiri et de Ratanakiri

De 2014 à 2018

Objectifs : Nous avons accru le volume, la qualité et la disponibilité du contenu d'apprentissage en langue maternelle pour les enseignants, ainsi que pour les élèves et les communautés issus des minorités ethniques.

Impact : En 2018, 6 723 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : Development Innovations (financé par USAID)



© Vincent Reynaud-Lacroze

Liste des projets menés par Aide et Action en Asie du Sud-Est et en Chine en 2018

Approches novatrices en matière d'alphabétisation précoce et de calcul

Laos, provinces de Vientiane et d'Oudomxay

De 2018 à 2023

Objectifs : En 2018, ce projet était en phase préparatoire. En 2019, nous améliorerons les compétences en lecture et en calcul des enfants en bas âge et des enfants issus de minorités ethniques géographiquement isolées et marginalisées.

Partenaires : 100% Aide et Action



Focus sur l'activité "Librairies Mobiles" au Cambodge, dans 180 villages des communes de Kep, Kandal, Ratanak Kiri, Kampong Thom, Kampot, Banteay Meanchey et Pursat.

De 2018 à 2020

Contexte : Développer la lecture dans toutes les régions du Cambodge représente un défi, en particulier dans les zones rurales et reculées, en raison du manque de contenus disponibles dans la langue locale, de l'insuffisance d'infrastructures, dans et hors du milieu scolaire, des lacunes des enseignants et du manque d'investissement des parties prenantes de l'éducation.

Objectifs du projet : Le projet d'Aide et Action vise à améliorer l'alphabétisation et les capacités d'apprentissage des enfants âgés de 3 à 11 ans dans les communes rurales du Cambodge en réduisant la distance entre les enfants et les infrastructures éducatives grâce au déploiement de bibliothèques mobiles équipées de livres et de matériel éducatif aménagées dans des « tuk-tuk ». Des membres de la communauté seront formés pour gérer les bibliothèques mobiles et mener des activités de lecture. Les compétences des enseignants seront également renforcées grâce à des formations spécifiques.

Impact : 6 624 enfants en pré primaire (dont 50% de filles), 14 400 enfants en primaire et au collège (dont 50% de filles), 108 enseignants (dont 60% de femmes), 5 900 parents et membres de la communauté (dont 60 % de femmes) sont concernés par cette activité.



ÉDUCATION À LA VIE

Développer les moyens de subsistance des femmes vulnérables en zone rurale

Chine, province du Sichuan

De 2017 à 2021

Objectifs : Nous avons favorisé le développement et l'autonomisation des femmes, les avons encouragé à participer aux activités communautaires et à la mise en place de réseaux entre pairs et, ce faisant, renforcé l'égalité des sexes en général.

Impact : En 2018, 746 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : Bureau des affaires civiles de Chengdu, Centre de développement culturel de Beijing pour les femmes rurales, China Merchants Charitable Foundation, Gouvernement populaire de Jiaguan, Gouvernement populaire de Qianjin



ÉDUCATION INCLUSIVE

Éducation pour les enfants ayant un handicap sévère et modéré

Cambodge, provinces de Kandal, Kampong Speu, Phnom Penh et Siem Reap

De 2017 à 2022

Objectifs : Les enfants atteints d'un handicap sont souvent non scolarisés. Notre projet les aide à accéder à une éducation, aux côtés de leurs pairs non atteints d'un handicap, dans des écoles classiques adaptées à leurs besoins. Ainsi, ils peuvent eux aussi devenir des membres actifs de la société.

Impact : En 2018, 3 854 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : The Rabbit School

Promouvoir le développement inclusif des enfants et des jeunes issus des minorités ethniques

Vietnam, province de Lao Cai

De 2017 à 2021

Objectifs : Nous avons amélioré les connaissances en aptitudes à la vie quotidienne et de protection de l'enfant des élèves issus des minorités ethniques ; les connaissances des parents et des enseignants en nutrition et concernant la prise en charge des enfants ; ainsi que la préparation des élèves du secondaire issus des minorités ethniques à leur future carrière.

Impact : En 2018, 1 401 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : Ambassade de France au Cambodge ; Gertrude Hirzel Foundation ; HSBC Vietnam



PETITE ENFANCE

Partenariats communautaires intégrés pour des programmes améliorés de développement de l'enfant et de préparation à l'école

Cambodge, provinces de Kep, Prey Veng et Takeo

De 2017 à 2021

Objectifs : Nous avons étendu les services d'éducation de la petite enfance aux enfants âgés de 0 à 6 ans, en accordant la priorité aux établissements préscolaires communautaires et à domicile, et ce afin d'améliorer la qualité et de fournir un accès plus équitable aux services de petite enfance.

Impact : En 2018, 4 461 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : TX Foundation

Centres d'aide et de soins pour enfants

Chine, provinces du Sichuan et du Guanxi

De 2017 à 2021

Objectifs : Nous avons contribué à faire en sorte que les jeunes enfants puissent bénéficier d'un bon développement précoce grâce à nos centres de jeu adaptés et aux activités communautaires qui y sont organisées.

Impact : En 2018, 1 003 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : Chengdu Charity Federation ; China Merchants Charitable Foundation ; Fondation Air France et divers autres donateurs privés locaux

Environnements primaires inclusifs et adaptés pour les enfants issus de minorités ethniques et marginalisées

Laos, provinces de Vientiane et d'Oudomxay

De 2017 à 2023

Objectifs : Nous avons renforcé la gestion des écoles et nous sommes axés sur la qualité afin de créer des environnements – préscolaires et primaires – inclusifs et adaptés aux enfants. Nous avons également favorisé les programmes de préparation à l'entrée à l'école.

Impact : En 2018, 3 760 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : Fondation Etincelle ; Fondation Masalina ; HEAD Foundation ; République Tchèque ; Taiwan Fund for Children and Families (TFCF) et de des fonds restreints publics de Hong Kong

Améliorer la qualité du développement et de l'éducation des enfants issus des minorités ethniques

Vietnam, province de Hoa Binh

De 2017 à 2021

Objectifs : Nous avons amélioré l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci pour de meilleurs résultats d'apprentissage chez les enfants âgés de 3 à 8 ans ; renforcé les capacités et les pratiques des parents en matière de protection et d'éducation des enfants ; et renforcé le soutien des autorités locales et des communautés à la protection et à l'éducation de la petite enfance.

Impact : En 2018, 3 229 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : 100% AEA

Promouvoir des soins et une éducation pour la petite enfance pertinents et inclusifs pour les enfants issus de minorités ethniques et défavorisés

Vietnam, province de Lai Chau

De 2016 à 2023

Objectifs : Nous avons accru l'accès des enfants issus des minorités ethniques à un enseignement préscolaire et primaire précoce, de qualité et pertinent, et ce grâce à une pédagogie améliorée, à la participation des parents et à des décideurs bien informés.

Impact : En 2018, 9 332 personnes ont bénéficié de nos activités.

Partenaires : HEAD Foundation ; Union européenne

BUDGETS ET RESSOURCES HUMAINES 2018 PAR PAYS + BUREAU RÉGIONAL

PAYS	BUDGET AEA 2018	NOMBRE DE SALARIÉS AEA 2018
Bureau régional Asie du Sud-Est (avec Hong Kong)	213 865 €	10
Cambodge	725 595 €	54
Chine	186 307 €	8
Laos	258 211 €	8
Vietnam	345 011 €	6
TOTAL	1 728 989 €	86

AIDE ET ACTION TIENT À REMERCIER L'ENSEMBLE DE SES PARTENAIRES, FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS, QUI, EN 2018, ONT ŒUVRÉ À NOS CÔTÉS, EN ASIE DU SUD-EST ET CHINE, POUR UN ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS.

AIDE ET ACTION EN FRANCE-EUROPE



© Kristien Poels

Région	Nombre de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires adultes	Nombre d'écoles concernées	Nombre d'employés AEA
Europe	13 222	7664 52% sont des femmes	49	6
Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de bénéficiaires enfants et jeunes	Nombre d'enseignants concernés par nos actions	Budget
2	3 Cf. Page 46	5 445 49% sont des filles	113	162 000 € hors RH

Au 1er janvier 2016, l'Union européenne compte 510 millions d'habitants, dont 136 millions de jeunes ayant entre 0 et 24 ans, soit 27 % de la population totale de l'UE.

Dans leur diversité institutionnelle (poids du secteur public, mode de gouvernance des établissements, formation et recrutement des enseignants, etc.), les systèmes éducatifs européens sont marqués par des phénomènes communs tels que la massification progressive de l'éducation, les différents niveaux d'enseignement. Majoritairement, les systèmes éducatifs européens témoignent de l'existence d'un

« tronc commun » défini par une continuité structurelle entre les enseignements du primaire et du premier cycle du secondaire, sans filières à ce niveau.

De façon générale, on constate des taux de scolarisation très élevés à l'âge de fin de scolarité obligatoire dans l'UE en 2015. Seuls 5 pays n'atteignent pas 90 % de scolarisés à cet âge : la Bulgarie, la Hongrie, le Luxembourg, Malte et la Roumanie.

En 2018, les projets menés par Aide et Action en Europe sont principalement centrés sur les thématiques :

// Éducation au développement mondial et à la citoyenneté

// Éducation à la vie

Bien que l'objectif de la scolarisation universelle soit considéré comme atteint en France (et plus généralement en Europe), la question des inégalités scolaires, des conditions d'apprentissage et du rapport entre éducation et changement social interrogent la qualité et l'équité des systèmes éducatifs, notamment en France. Chaque année, près de 98 000 jeunes sortent du système éducatif français sans diplôme, ni qualification.

ILS TÉMOIGNENT

« Le fait d'aller à l'école est un véritable dépassement de SOI. Les enfants doivent prendre sur eux et accepter un milieu où ils perdent tous leurs repères. Cela demande beaucoup de courage. Notre volonté n'est pas de nous substituer à l'école, mais d'assurer un suivi personnalisé de chaque enfant pour qu'il parvienne à se sentir bien une fois en classe. »

Clélia Chopinaud, éducatrice et coordinatrice de l'association ASET 93, partenaire d'Aide et Action, sur le projet mené en faveur de la scolarisation des enfants éloignés de l'école, en Seine-Saint-Denis (cf. Page 44).

France



© Kristien Poels

Nombre d'habitants	Scolarité obligatoire	Taux d'analphabétisme des + de 15 ans
66.9 millions 18% < 14 ans	De 6 à 15 ans révolus	Données non disponibles
Taux nets de scolarisation en pré primaire	Taux nets de scolarisation en primaire	Taux nets de scolarisation en secondaire
99.5% pour les deux sexes 99.7% pour les filles	98.5% pour les deux sexes 98.8% pour les filles	93.7% pour les deux sexes 94.4% pour les filles

France



En France, trois constats s'imposent : les inégalités scolaires tendent à se concentrer dans les territoires les plus défavorisés, certaines populations restent éloignées de l'école et les acteurs éducatifs ont besoin de mieux coopérer. Bien que l'objectif de la scolarisation universelle soit considéré comme atteint, ces problématiques interrogent la qualité et l'équité du système éducatif français. Chaque année, près de 98 000 jeunes sortent du système sans diplôme, ni qualification.

FOCUS PROJET

Accès à la scolarisation des populations vulnérables et marginalisées de la Seine-Saint-Denis

Accès et qualité de l'éducation / Jeunes et adultes

De 2018 à 2022

En Seine Saint-Denis, France

// En Seine-Saint-Denis (93), département limitrophe de Paris, on estime que 600 enfants vivent en bidonville et que 80 % d'entre eux n'ont pas accès à l'école. Le projet vise à défendre le droit à l'éducation de tous les enfants et à les préparer à l'école grâce à un dispositif

« passerelle », intermédiaire de préparation à la scolarisation.

// Depuis septembre 2018, Aide et Action appuie l'association ASET 93 pour la mise en œuvre d'un projet visant à faciliter l'entrée à l'école des enfants exclus. Il s'agit d'accompagner les familles dans les démarches administratives, soutenir les équipes éducatives l'accueil des enfants et de leurs familles et bien sûr d'amener les enfants vers la réussite scolaire. Ce projet s'organise autour de 4 axes : permettre l'accès à l'école des enfants ; favoriser le maintien à l'école et la réussite scolaire ; contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des familles ; mener des actions de plaidoyer. Pour cela, les enfants et leurs familles sont accueillis dans un « camion école » mis à la disposition de l'association ASET 93 par Aide et Action.

// En 2018, 49 enfants et 40 familles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : ASET 93

Voir nos autres projets en France : page 47

Roumanie



© STEA

<p>Nombre d'habitants</p> <p>19.6 millions</p> <p>15% < 14 ans</p>	<p>Scolarité obligatoire</p> <p>De 7 à 16 ans révolus</p>	<p>Taux d'analphabétisme des + de 15 ans</p> <p>1.4% pour les deux sexes</p> <p>1.7% pour les femmes</p>
<p>Taux nets de scolarisation en pré primaire</p> <p>78.6% pour les deux sexes</p> <p>78.9% pour les filles</p>	<p>Taux nets de scolarisation en primaire</p> <p>86.5% pour les deux sexes</p> <p>86.3% pour les filles</p>	<p>Taux nets de scolarisation en secondaire</p> <p>80.7% pour les deux sexes</p> <p>80.8% pour les filles</p>

Roumanie



Plus de 40% de la population de la Roumanie et plus de 49% des enfants sont exposés au risque de vivre dans la précarité à cause des difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation, du manque d'informations, des exclusions et discriminations. Un fort décalage d'accès à l'éducation est noté entre les zones rurales et les zones urbaines avec un abandon scolaire plus élevé de 25% dans les zones rurales chez les jeunes de moins 14 ans. A cela s'ajoute une qualité plus faible de l'enseignement et un manque accru de personnel qualifié. Une analyse plus approfondie par le Ministère de l'éducation roumain montre que sur une cohorte d'enfants suivis pendant 8 ans, près de 30,4% abandonnent avant la fin du cycle 2 (14 ans) et seulement 56,9% obtiennent la moyenne à l'examen d'évaluation nationale.

limité à l'électricité, à l'eau courante, au gaz etc. Ils rencontrent des difficultés d'accès à l'éducation, à la santé, aux services et aides sociales et à l'emploi.

// L'objectif de ce projet est de favoriser l'inclusion sociale et économique des familles vivant au sein du bidonville de Satmarel. Il agit notamment sur l'accès et le maintien à l'école des enfants de 6 à 14 ans en améliorant, entre autres choses, la qualité de l'éducation. Le projet prévoit également une démarche auprès des parents afin de les impliquer davantage dans l'éducation et de les rendre plus autonomes dans leurs démarches d'accès aux droits. Enfin il propose via la création et l'entretien d'un jardin solidaire d'accroître le niveau d'employabilité et les compétences des jeunes adultes.

// En 2018, 45 enfants âgés de 6 à 16 ans, 10 parents et 10 jeunes adultes en voie d'inclusion socio-professionnelle ont été concernés par nos activités.

FOCUS PROJET

Ensemble pour une vie meilleure : Projet d'inclusion sociale et économique de la communauté Rom de Satmarel

Accès et qualité de l'éducation / Formation professionnelle

De 2018 à 2019

Dans le quartier de Satmarel, Satu Mare, Roumanie

// 350 habitants dont près de 150 enfants Roms vivent aujourd'hui à Satmarel, un quartier excentré de la ville de Satu Mare, devenu le plus grand bidonville de la région. La majorité de ces familles y vivent sans autorisation officielle depuis plus de 6 générations. Leurs conditions de vie sont extrêmement précaires : logements insalubres, infrastructure routière en très mauvais état, accès difficile aux services public, accès

Partenaires : CCFD-Terre Solidaire ; Centre départemental de ressources et assistance éducationnelle (CJRAE) ; Direction générale de l'aide sociale et de la protection de l'enfance Satu Mare (DGASPC) ; Direction de la santé publique ; Direction départementale pour la Jeunesse et le Sport (DJTS) ; Ecole Octavian Goga de Satu Mare et son antenne de Satmarel ; Fondation Suisse ; Grenoble Isère Roumanie ; Inspectorat Scolaire du département de Satu Mare ; Mairie de Satu Mare ; Secours Populaire de Roubaix ; Solidarité Enfance Roumanie ; STEA ; Høy-Dis

Voir nos autres projets en Roumanie : page 47

Liste des projets menés par Aide et Action en France-Europe en 2018



ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION

Favoriser la scolarisation des enfants vulnérables par un dispositif de préparation à la scolarisation pour les enfants et d'accompagnement social et professionnel pour leurs parents

France, Seine-Saint-Denis (93)

De 2018 à 2022

Objectifs : Accroissement du nombre d'enfants éloignés de l'école qui accèdent à l'éducation. Par un accompagnement des enfants et des parents, un camion-école ainsi que par des actions de plaidoyer en faveur du droit à l'éducation de tous les enfants, nous nous efforçons de construire la réussite scolaire des enfants éloignés de l'école en Seine-Saint-Denis.

Impact : En 2018, 49 enfants et 40 familles ont été concernés par nos activités.

Partenaires : ASET 93

Ensemble pour une vie meilleure : Projet d'inclusion sociale et économique de la communauté Rom de Satmarel

Roumanie, quartier de Satmarel à Satu Mare.

De 2018 à 2022

Objectifs : Accroissement du taux de fréquentation scolaire chez les enfants et début d'implication des mères dans le suivi des enfants. Par un accompagnement scolaire des enfants, des parents ainsi qu'un jardin d'insertion pour jeunes et adultes, nous veillons à rendre accessible l'éducation, la santé et les services et aides sociaux aux membres de la communauté rom de Satmarel.

Impact : En 2018, 45 enfants âgés de 6 à 16 ans, 10 parents et 10 jeunes adultes en voie d'inclusion socio-professionnelle ont été concernés par nos activités.

Partenaires : CCFD-Terre Solidaire ; Centre départemental de ressources et assistance éducationnelle (CJRAE) ; Direction générale de l'aide sociale et de la protection de l'enfance Satu Mare (DGASPC) ; Direction de la santé publique ; Direction départementale pour la Jeunesse et le Sport (DJTS) ; Ecole Octavian Goga de Satu Mare et son antenne de Satmarel ; Fondation Suisse ; Grenoble Isère Roumanie ; Inspectorat Scolaire du département de Satu Mare ; Mairie de Satu Mare ; Secours Populaire de Roubaix ; Solidarité Enfance Roumanie ; STEA, Holy-Dis



ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Développer des démarches d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale pour permettre l'accès aux connaissances et favoriser le vivre ensemble (SOLIDE)

France, Bénin, Sénégal, Togo

De 2015 à 2018

Objectifs : Nous avons veillé à former des acteurs socio-éducatifs, à favoriser la coopération et l'échange entre élèves, enseignants et animateurs de différents territoires dans une démarche visant à dépasser une vision de la solidarité internationale en terme de pays défavorisé, mais plutôt en terme de coopération horizontale.

Impact : 15 000 enfants, adolescents et jeunes sensibilisés et engagés directement et indirectement sur les enjeux de développement durable et de citoyenneté mondiale sur les territoires d'intervention.

Partenaires : En France : Aide et Action Isère ; Apprentis d'Auteuil ; Cool'eurs du Monde ; Deci Dela ; École de la paix ; Établissements scolaires et centres d'animation socioculturelle ; GRDR ; La Case ; Fondation Thalès / En Afrique : Aide et Action Afrique ; Association Sénégalaise pour l'École moderne (ASEM) ; Synergie Sénégalaise pour l'Éducation et le Développement (SYSED)

BUDGETS ET RESSOURCES HUMAINES 2018 PAR PAYS + BUREAU RÉGIONAL

	BUDGET AEA 2018	NOMBRE DE SALARIÉS AEA 2018
Projets opérationnels	1 382 905 €	
Bureau régional France-Europe	4 044 738 €	36
TOTAL	5 427 643 €	36

AIDE ET ACTION TIENT À REMERCIER L'ENSEMBLE DE SES PARTENAIRES, FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS, QUI, EN 2018, ONT ŒUVRÉ À NOS CÔTÉS, EN FRANCE ET EN EUROPE, POUR UN ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS.

Notre synthèse financière

2018 a été l'année du lancement de notre Transformation pour encore mieux répondre aux exigences accrues de qualité, d'efficacité et de redevabilité pour servir notre mission sociale. Une réflexion particulière est portée sur le renforcement des services Support, incluant la Finance & l'Administratif, les Ressources Humaines et les Systèmes d'Information afin de mettre en place des politiques et des procédures uniques et homogènes au sein du réseau.

Dans ce cadre, nous priorisons l'homogénéisation des règles et méthodes comptables et le renforcement des reporting des projets, en vue de l'établissement de comptes combinés audités.

Les informations présentées sont des données financières combinées non auditées du Réseau AEA1, composé des "régions" Aide et Action International (AAI), France & Europe (FR et CH), Afrique (AFR), Asie du Sud (AS), Asie du Sud-Est et Chine (ASEC). Les chiffres présentés font donc l'objet de regroupements manuels pour les besoins de l'agrégation des comptes. A date, certains sujets ne sont pas traités de façon homogène au sein du réseau en particulier la reconnaissance du revenu (approche de trésorerie en Asie du Sud et approche d'engagement pour le reste du Réseau).

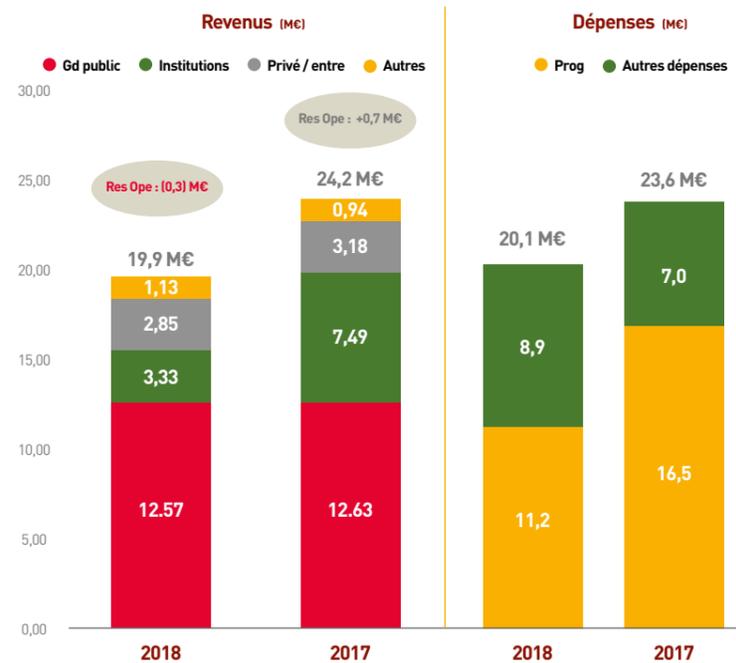
Les chiffres présentés sont en Euros. Les montants de résultat exprimés en différentes devises ont été convertis aux taux moyens annuels.

Résultat opérationnel

L'année 2018 se clôture avec un déficit opérationnel de 0,3 M€ en recul de 1 M€ comparé à 2017.

Ceci s'explique par une réduction des revenus, en particulier les dons institutionnels et privés qui n'a été que partiellement compensée par la baisse des coûts.

Quelques projets significatifs financés par les institutions ont été achevés fin 2017, expliquant un niveau de revenus plus faibles en 2018.



Les ressources

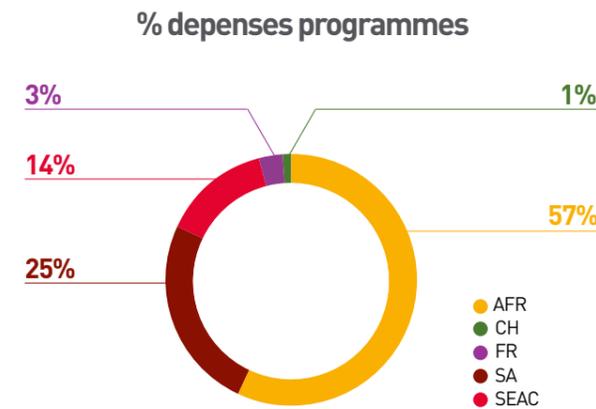
C'est la générosité de tous - particuliers, institutions, entreprises, fondations - qui nous a permis d'assurer notre mission sociale et de venir en aide à plus de 1,2 millions de personnes en 2018. Nous les en remercions chaleureusement.

plus de 62% de nos ressources, soit 12,6 M€ stable par rapport à 2017. Notre seconde source de financement provient des fonds publics et institutionnels - à hauteur de 3,3 M€, en baisse de plus de 50%.

Les produits issus de la générosité du public représentent

Plus de 60% des ressources 2018 du Réseau sont non affectées.

Les emplois



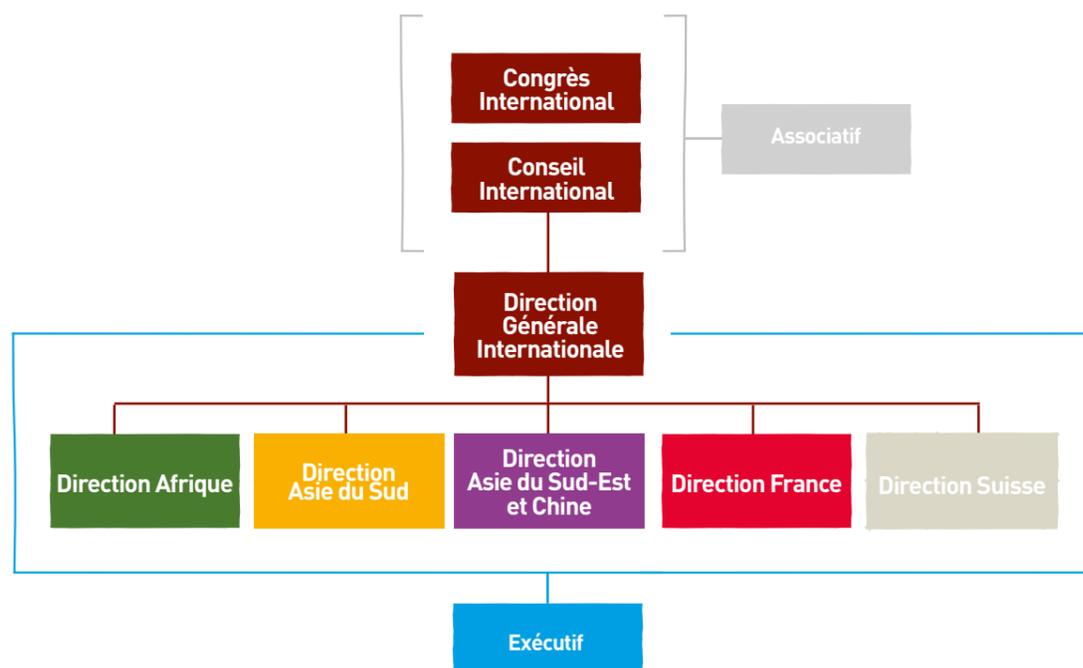
En 2018, nos dépenses opérationnelles ont couvert 74 projets éducatifs dans 19 pays.

L'Afrique concentre la majorité de notre mission sociale, avec 9 pays d'intervention et plus d'un tiers des dépenses du réseau. Avec 4 pays chacun, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est totalisent, respectivement, un quart et un sixième de nos dépenses des programmes. La France, où nous intervenons auprès des populations défavorisées, représente 3% de la mission. Enfin la Suisse, de par son support de projets au Mali, Inde et Vietnam, représente 1% des dépenses de projets.



© Vincent Reynaud-Lacroze

Structure de notre réseau



Nos bureaux

Aide et Action International

Rue de Lausanne 45A
1201 Genève – SUISSE
Tel : + 41 (0) 22 544 29 80
www.aide-et-action.org

Aide et Action International Asie du Sud-Est et Chine

#322, Street 182,
Sangkat Teklaork, Khan Toulkork,
Phnom Penh – CAMBODGE
Tel : + 855 23 884 510
www.seac.aide-et-action.org

Ai Da Xun Chine

Rm6-1-9, 6# Fangcao St, Gaoxin Dist,
Chengdu 610041, Sichuan – CHINE
Tel : + 86 (0) 28-85173808
www.aea-china.org

Aide et Action Education Foundation Hong Kong

Room 2601, Prosperity Place, 6 Shing Yip Street,
Kwun Tong, Kowloon – HONG KONG
Tel : + 852 2815-3834
www.aeahk.org.hk

Aide et Action International Afrique

Immeuble Grunitzky Akofala – Aflao Gakly
Quartier Djidjolé
B.P. 2998 Lomé – TOGO
Tel : + 228 22 53 80 00
www.afrique.aide-et-action.org

Aide et Action France-Europe

53 Boulevard de Charonne
75011 Paris – FRANCE
Tel : + 33 (0) 1 55 25 70 00
www.france.aide-et-action.org

Aide et Action International Asie du Sud

16/20, Gilchrist Avenue
Harrington Road, Chetpet
Chennai – 600 031 – Tamil Nadu – INDE
Tel : + 91 44 2836 5516
www.aea-southasia.org

Aide et Action Suisse

Rue de Lausanne 45A
1201 Genève – SUISSE
Tel : + 41 (0) 22 716 52 10
www.aide-et-action.ch

Conseil International :

Présidente : Aïcha Bah Diallo
Trésorière : Gwenaëlle Bouillé
Secrétaire : Rajiva Wijesinha

Administrateurs/trices :

Djibril Debourou
Daniel Després
Anoma Dissayanaka
Jacky Lumarque
Radhames Mejia
Rukmini Rao
Yves Tapiero

Effectif du réseau (salariés), au 1er trimestre 2019 :

	2018	2017
Direction Générale Internationale	6	7
Direction Afrique	117	135
Direction Asie du Sud	383	380
Direction Asie du Sud-Est et Chine *	86	85
Direction France	36	37
Direction Suisse	3.5	5
TOTAL	631.5	649

*Incluant 3 salariés à Hong Kong

